

SAINT-JEOIRE EN FAUCIGNY

**MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA
CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU COLLEGE, LA DEMOLITION
DU COLLEGE ET DU GYMNASSE EXISTANTS ET LA
RECONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT SPORTIF**

**Dossier de présentation du projet
dans le cadre d'une demande
d'examen au cas par cas**

DGA BATIMENTS ET EDUCATION Direction Bâtiments et Moyens (DBM) Service Programmation & AMO	Version	Date	Rédaction : Z.SABY / T.DESPERTS
	2	Avril 2024	Validation : F. BRANEYRE

AVANT-PROPOS

Le Département de la Haute-Savoie, collectivité locale de 3 000 agents, est un acteur essentiel dans les domaines de l'action sociale, du développement du territoire et du développement durable, de la culture et de l'éducation, du transport et des routes,...

Au sein du Département, la Direction des Bâtiments a pour missions la conception, la programmation, et la construction de nouvelles infrastructures et équipements publics, au service des collectivités et des habitants, notamment les collèges, et assure également la maintenance et la gestion des sites appartenant au Département.

Face aux défis environnementaux actuels et futurs, le Département s'est engagé à limiter l'impact environnemental de ses projets d'aménagement, en développant de manière systématique :

- L'intégration des bâtiments dans leur environnement en favorisant une implantation bioclimatique et en privilégiant le recours au bois comme mode constructif, ainsi que l'utilisation de matériaux biosourcés.
- L'optimisation de la gestion de l'énergie visant à construire des bâtiments à Hautes Performances Environnementales, plus économes en énergie et moins polluants,
- L'optimisation de la gestion de l'eau et des déchets, en intégrant à tout projet la désimperméabilisation des sols et la mise en place de dispositif de gestion intégrée et de recyclage des eaux pluviales, permettant de favoriser l'infiltration à la parcelle et de limiter les rejets au milieu superficiel extérieur (fossés, cours d'eau,...).

Le projet faisant l'objet du présent document concerne la restructuration complète du collège « Gaspard Monge » existant, sur la commune de Saint-Jeoire-En-Faucigny.

L'assiette foncière (tènement) du projet est de 2.6 Ha, dont 0.84 Ha déjà occupés par les bâtiments et la cour du collège existant.

La surface du projet étant supérieure à 1ha, celui-ci fera l'objet d'une déclaration au titre du Code de l'environnement/ Loi sur l'eau - IOTA - 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

D'autre part, la surface de plancher créée étant comprise entre 10 000m² et 40 000m², le projet devra également faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce contexte, le Conseil Départemental de la Haute-Savoie a souhaité solliciter l'autorité compétente, dans le cadre d'une soumission volontaire à examen au cas de par cas de son projet, au titre du III de l'article R.122-2-1 du Code de l'Environnement.

Ce document, annexé à la demande d'examen au cas par cas, vise ainsi à décrire les caractéristiques du projet, à présenter un état des lieux du site d'implantation projeté et à présenter les mesures compensatoires envisagées afin de réduire l'impact du projet sur l'environnement.

1 RESUME NON TECHNIQUE

Ce chapitre a pour objectif de présenter les impacts potentiels des activités sur l'environnement, ainsi que les mesures de prévention qui seront mises en place.

1.1 Descriptif sommaire du projet

Du fait de la vétusté de certains équipements, notamment sportifs, ne permettant plus de répondre aux nouvelles exigences pédagogiques et environnementales du Conseil Départemental, il a été décidé de restructurer entièrement le collège Gaspard Monge existant. Un nouveau collège sera ainsi reconstruit en lieu et place de l'existant, permettant de mutualiser certains équipements avec la commune (demi-pension, halle des sport et plateau sportif extérieur) et de rationaliser le fonctionnement global des nouveaux bâtiments.

Ce projet fait l'objet d'un marché public de type Marché Global de Performance Energétique (MGP), actuellement en cours.

Références cadastrales du tènement : Section OA n°2671, 2672, 2673, 4620, 5789, 5790, 5791, 5792, 5793, et 5795

Le nouveau Collège sera d'une capacité de 26 divisions soit 780 élèves. Le projet intégrera l'ensemble des fonctions propres à un établissement de ce type mais également un réfectoire (demi-pension) et les équipements sportifs associés (halle sportive avec murs d'escalade et plateau sportif).

- **Capacité totale d'accueil à terme :** **780 élèves** (26 divisions)
+ **95** (personnel de service et enseignants) = **875 personnes au total**
- **Emprise foncière totale du site actuel :** **3.35 ha** (englobant le collège et le gymnase existant)
- **Assiette du projet neuf (tènement) :** **2.5 ha** (nouveau collège, nouvelle demi-pension et aires extérieures aménagées)
- **Surface de plancher :** **> 10 000m²**

1.2 Sensibilité environnementale du secteur d'implantation

Le nouveau collège sera implanté à l'est du collège existant, qui sera alors démoli afin d'accueillir le nouveau plateau sportif. Un nouveau gymnase sera construit au sud du collège existant, sur la plateforme de stationnement existante, avec un accès aménagé par la route des Moulins

La construction du nouveau collège sera réalisée sur des parcelles classées en zonage UE du PLU, dont la vocation (secteur d'accueil des équipements publics ou d'intérêt collectif structurants) est compatible avec le projet.

Les parcelles n° 2671, 2672 et 2673 situées à l'Est du site (identifiées comme prairies permanentes par le registre parcellaire graphique) sont classées en partie en zone naturelle N par le PLU. Le secteur classé en zone naturelle, correspondant à la ripisylve du ruisseau le Hisson, sera conservé sans modification et seule la partie classée en zone Ue (zone d'équipement d'intérêt collectif) sera utilisée.

Une servitude de type «PM1 : Prévention des risques naturels prévisibles », correspondant au zonage du PPRN de la commune, est identifiée sur le tènement du projet.

Du point de vue de l'hydrologie, le milieu récepteur des écoulements superficiels est le ruisseau du Hisson, passant au sud-est du projet et faisant partie du bassin versant du Risse, du Giffre et de l'Arve.

Le cheminement des eaux de ruissellement se fait principalement par le biais du réseau de collecte des eaux pluviales de la commune et par l'intermédiaire de fossés drainants.

Par ailleurs, le site ne se trouve pas dans le périmètre d'un site naturel protégé (ZNIEFF, Natura 2000, réserve naturelle, ...), ni dans le périmètre d'un bâtiment classé ou d'un site inscrit.

Le site d'implantation du projet est situé dans la trame verte et bleue du SRADDET, dont le périmètre s'étend autour de la ripisylve du ruisseau le Hisson. qui est classée en zone naturelle (N) par le PLU. D'une superficie de 1 120 m², cette zone non constructible sera conservée en l'état.

Un premier inventaire faunistique et floristique a été réalisé en avril 2024 sur la partie constructible des parcelles concernées et aboutit aux résultats suivants :

- Le milieu est très anthropisé,
- Au niveau floristique, aucune espèce protégée et/ou menacée n'a été inventoriée, mais des espèces végétales invasives et exotiques (EvEE) sont présentes sur un secteur.
- Au niveau faunistique, peu d'espèces ont été observées. Les espèces avifaunistiques se concentrent majoritairement au niveau du boisement en limite de la zone d'étude et sur le bâtiment du collège, dans le bardage pour ce qui est des Moineaux domestiques ;
- D'autres investigations seront menées en juillet et août 2024 pour compléter ce premier inventaire.

1.3 Contexte réglementaire

Le terrain d'assiette du projet étant supérieure à 1 hectare mais inférieure à 20 hectares, le présent projet est soumis à déclaration, en application de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement, au titre de la rubrique 2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

Le projet fera l'objet d'un dossier de déclaration (étude d'incidences), qui sera réalisé ultérieurement par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours (Marché Global de Performance Energétique).

D'autre part, eu égard des surfaces spécifiques projetées (Surface de plancher SP supérieure à 1 hectare mais inférieure à 4 hectares), le projet entre dans le champ de l'Evaluation Environnementale et nécessite d'effectuer une demande d'examen au « cas par cas » auprès de l'autorité compétente au titre des articles L122-1 et L122-2 (rubrique 39) du Code de l'Environnement.

1.4 Eau

1.4.1 Eau potable :

Le site est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable. La consommation d'eau est liée aux usages sanitaires et au fonctionnement de la chaufferie et de la demi-pension (préparation des repas).

Sur la base d'une consommation moyenne de 3 à 4 m³/an par élève, la consommation future du nouveau collège est estimée à environ 2 700 m³ /an.

1.4.2 Eaux pluviales :

Les eaux de ruissellement (toitures et plateformes extérieures) seront collectées par un réseau de type séparatif à poser et dirigées vers des ouvrages spécifiques de gestion des eaux pluviales.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales proposés en phase d'esquisse par le maître d'œuvre sont constitués de noues paysagères et d'ouvrages de rétention enterrés, permettant le stockage et le rejet à débit limité vers l'exutoire naturel existant (cours d'eau).

La conception et le dimensionnement des ouvrages seront réalisés en phase APS et APD par le maître d'œuvre retenu et devront être justifiés par la réalisation d'une étude spécifique, qui sera soumise à l'avis de l'autorité compétente, dans le cadre de l'instruction du dossier de permis de construire ou d'aménager.

Un dispositif de stockage des eaux de toitures est également prévu afin de permettre le recyclage des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces extérieurs.

1.4.3 Eaux usées

Les eaux usées rejetées s'apparentent à des eaux usées domestiques et proviennent principalement des rejets issus du réfectoire (eaux de cuisines) et des sanitaires.

Selon le zonage d'assainissement communal, les parcelles concernées se situent en zone d'assainissement collectif.

La collecte et traitement des eaux usées du projet seront assurés par le dispositif d'assainissement collectif existant, après validation de la demande de raccordement par le gestionnaire du réseau, en respectant les prescriptions particulières du règlement.

1.5 Sols

Selon l'étude géotechnique réalisée, les terrains sous-jacents au projet sont constitués principalement de limons sablo-argileux ayant des caractéristiques mécaniques faibles à moyennes. D'après les essais effectués, ces horizons de surface ne sont pas sensibles au retrait gonflement des argiles, mais présentent en revanche une perméabilité faible à très faible. Aucun niveau d'eau n'a été relevé lors des investigations.

Selon la carte des sols du Géoportail de l'IGN, le sol concerné est catégorisé comme « Calcisol », du fait de sa composition chimique caractérisée par la présence prépondérante de carbonate de calcium.

L'activité de l'établissement ne nécessite pas l'utilisation de produits dangereux (hors produits d'entretien et de ménage courants qui seront stockés dans des locaux fermés). Le risque de pollution des sols lié au stockage de produits liquides dangereux est donc très limité.

1.6 Air

Les émissions atmosphériques prévisibles sont liées essentiellement :

- aux rejets de poussières en phase travaux ;
- aux rejets en phase d'exploitation, constitués essentiellement des rejets du dispositif de ventilation des bâtiments, des rejets issus de la chaufferie et des rejets issus du réfectoire (équipé de hottes filtrantes).

Le projet ne comprend pas de dispositif de climatisation des locaux, à l'exception d'un local technique abritant le serveur informatique (VDI), qui disposera d'un système de refroidissement indépendant.

1.7 Bruit

Le site du projet se situe dans une zone exposée aux bruits liés aux infrastructures de transport selon le Plan de Prévention Bruit du Département

La circulation des bus sur au niveau de la gare routière constitue la principale source de nuisances sonore.

Du fait de la diminution de la capacité du futur collège et de l'aménagement des espaces extérieurs comprenant de nombreuses zones végétalisées, permettant d'atténuer la propagation des ondes sonores, le risque de nuisances sonores envers les riverains devrait être limité et peu différent du niveau sonore actuel.

1.8 Déchets

Les déchets produits sur le site s'apparentent essentiellement à des ordures ménagères.

L'objectif est de limiter au maximum la production de déchets par la mise en place

- De containers différenciés disposés en extérieurs et dans les locaux permettant un tri à la source des déchets ;
- D'une collecte séparée des déchets organiques à destination d'une unité de méthanisation gérée par la collectivité.

La gestion des déchets sera réalisée selon les préconisations du service de collecte et des déchets de la collectivité. Les déchets verts seront traités séparément par l'opérateur chargé de l'entretien des espaces verts.

1.9 Impact visuel

Les bâtiments constituant le nouveau collège sont conçus et agencés afin de s'intégrer au mieux dans le paysage existant, par l'usage de matériaux et de formes respectueuses de l'architecture locale et par les aménagements paysagers périphériques constitués d'une végétation masquante de type haies et plantations arbustives.

Table des matières

1	RESUME NON TECHNIQUE	- 3 -
1.1	Descriptif sommaire du projet	- 3 -
1.2	Sensibilité environnementale du secteur d'implantation	- 3 -
1.3	Contexte réglementaire	- 4 -
1.4	Eau.....	- 4 -
1.4.1	Eau potable :	- 4 -
1.4.2	Eaux pluviales :	- 5 -
1.4.3	Eaux usées	- 5 -
1.5	Sols	- 5 -
1.6	Air.....	- 5 -
1.7	Bruit.....	- 6 -
1.8	Déchets.....	- 6 -
1.9	Impact visuel	- 6 -
2	LOCALISATION DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET	- 9 -
2.1	Localisation.....	- 9 -
2.2	Présentation du Site	- 10 -
2.3	Accès au site	- 11 -
3	NATURE ET CONSISTANCE DU PROJET	- 12 -
3.1	Fiche synthétique du projet	- 12 -
3.2	Contexte et Vocation du Projet.....	- 13 -
3.3	Les besoins fonctionnels	- 13 -
3.4	Capacité prévisionnelle d'accueil du projet.....	- 14 -
3.5	Nature et consistance des aménagements.....	- 14 -
3.5.1	Généralités	- 14 -
3.5.2	Classification du bâtiment.....	- 14 -
3.5.3	Parti architectural.....	- 15 -
3.6	Surfaces de référence du projet (tènement, surface de plancher).....	- 15 -
3.6.1	Tènement du projet	- 15 -
3.6.2	Scénario d'implantation des bâtiments	- 16 -
3.6.3	Voiries, Parkings	- 16 -
3.6.4	Besoins Surfaciques : Surfaces utiles	- 17 -
3.7	Besoins en eau, ressources mobilisées.....	- 17 -
3.8	Contraintes réglementaires / Code de l'Environnement	- 17 -
3.9	Situation du projet au regard de la nomenclature ICPE.....	- 18 -
3.10	Délais d'études et de réalisation.....	- 18 -
3.11	Financement	- 18 -
4	ETAT DES LIEUX DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET	- 19 -
4.1	Contexte géographique	- 19 -
4.1.1	Géographie.....	- 19 -
4.1.2	Relief	- 19 -
4.1.3	Occupation du sol.....	- 21 -
4.1.4	Climat / Ensoleillement / Rose des vents	- 21 -
4.2	Contexte réglementaire	- 23 -
4.2.1	Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune.....	- 23 -
4.2.2	Prescriptions concernant l'urbanisme /plan local d'urbanisme.....	- 24 -

4.2.3	Zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales	- 25 -
4.3	Présentation du milieu récepteur : BV, réseau hydrographique.....	- 27 -
4.4	Usages de l'eau en aval du projet	- 28 -
4.5	Etat des risques.....	- 28 -
4.6	Géologie / Hydrogéologie / Pédologie (E. Géotechnique)	- 29 -
4.7	Zones humides.....	- 29 -
4.8	Patrimoine naturel / Zones réglementées.....	- 29 -
4.8.1	ZONE Natura 2000.....	- 30 -
4.8.2	ZNIEFF.....	- 30 -
4.8.3	Trames Vertes et Bleues du SRADET.....	- 30 -
4.8.4	Sites inscrits ou classés.....	- 30 -
4.8.5	Biodiversité / Espèces inventoriées sur le site	- 31 -
4.8.6	Patrimoine architectural	- 32 -
4.9	Exposition au bruit.....	- 33 -
4.10	Synthèse de l'état des lieux du site d'implantation du projet	- 34 -
4.11	Synthèse des contraintes à prendre en compte	- 35 -
5	EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET	- 36 -
5.1	Incidence du projet sur la biodiversité	- 36 -
5.2	Incidence du projet sur la qualité des eaux superficielles	- 36 -
6	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE.....	- 37 -
6.1	SDAGE RMC 2022-2027	- 37 -
6.2	SAGE ARVE.....	- 37 -
6.3	Conclusion	- 38 -
7	MESURES CORRECTIVES OU COMPENSATOIRES PREVUES.....	- 39 -
7.1	Objectifs environnementaux	- 39 -
7.2	Limitation de l'impact du projet sur la biodiversité.....	- 40 -
7.3	Limitation de l'Impact des flux polluants sur le milieu récepteur : Traitement des eaux usées.	- 41 -
7.4	Limitation de l'impact de l'écoulement des eaux de ruissellement : Gestion des eaux pluviales.....	- 42 -
7.4.1	Généralités	- 42 -
7.4.2	Bases de dimensionnement : Surfaces interceptées du projet.....	- 42 -
7.4.3	Mode de gestion des eaux pluviales	- 42 -
7.4.4	Recyclage des eaux pluviales	- 44 -
7.5	Autres mesures.....	- 44 -
7.5.1	Choix des matériaux.....	- 44 -
7.5.2	Sources lumineuses.....	- 44 -
7.5.3	Acoustique	- 45 -
7.5.4	Gestion de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	- 46 -
7.5.5	Gestion des déchets	- 47 -
8	MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION	- 48 -
8.1	Moyens de surveillance : Opérations d'entretien et de nettoyage / Contrôles par des organismes extérieurs habilités (SPANC).....	- 48 -
8.1.1	Surveillance	- 48 -
8.1.2	Entretien et maintenance	- 48 -
8.1.3	Contrôles par des organismes extérieurs.....	- 48 -
8.2	Moyens d'intervention en cas d'accident.....	- 49 -

2 LOCALISATION DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET

2.1 Localisation



Figure 1 : Localisation du projet : Département de la Haute-Savoie

Le projet est situé sur la commune de Saint-Jeoire, en Haute Savoie (74), à mi-chemin entre Annemasse et Cluse. La population de Saint-Jeoire est estimée à 3 471 habitants. L'altitude moyenne de la commune est de 580 mètres, avec des extrêmes à 498 et 1863 m, elle est entourée de massifs montagneux, « le Môle » au sud et « les Brasses » au nord.

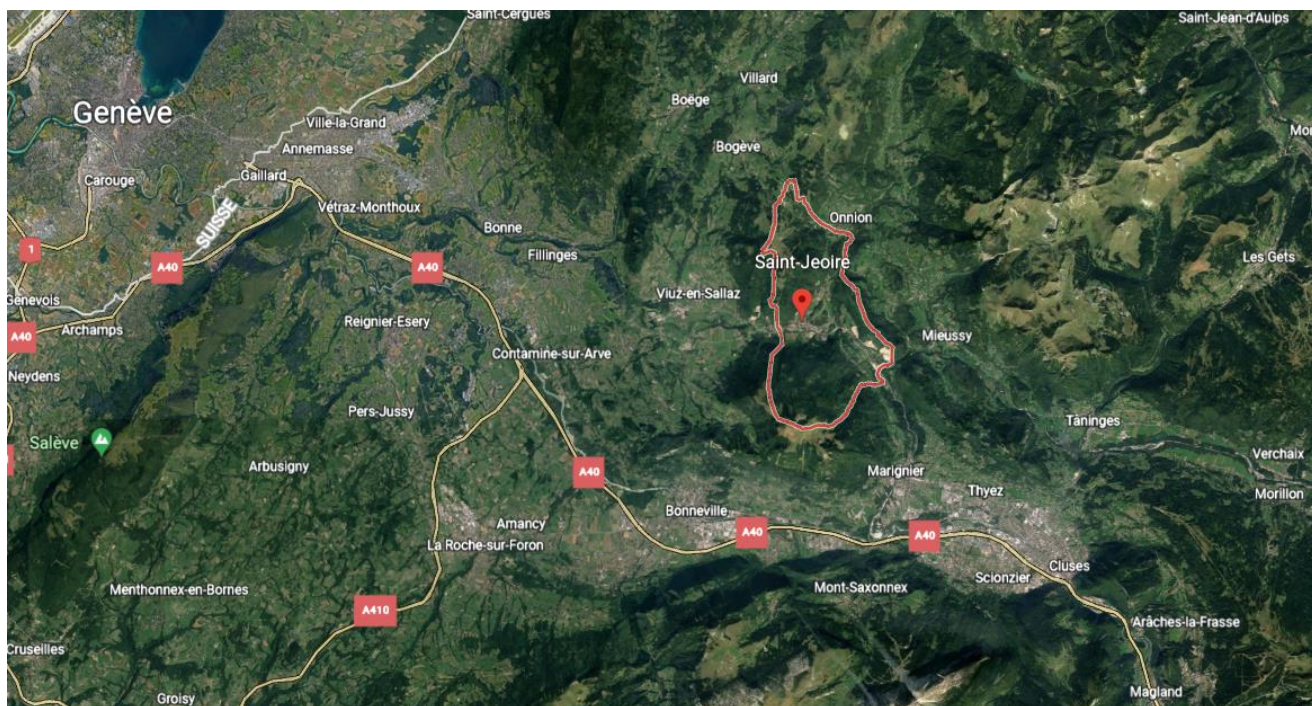


Figure 2 : Localisation du projet sur la commune de Saint-jeoire en Faucigny

2.2 Présentation du Site

Le site retenu pour le projet de construction est située à l'est de la commune de Saint Jeoire. Il est desservi au nord par la rue Gaspard Monge et l'avenue de Trémecier (RD907 – A) et au sud par la route des Moulins.

Les coordonnées GPS du site sont les suivantes : 46°08'08.3"N 6°28'04.3"E.

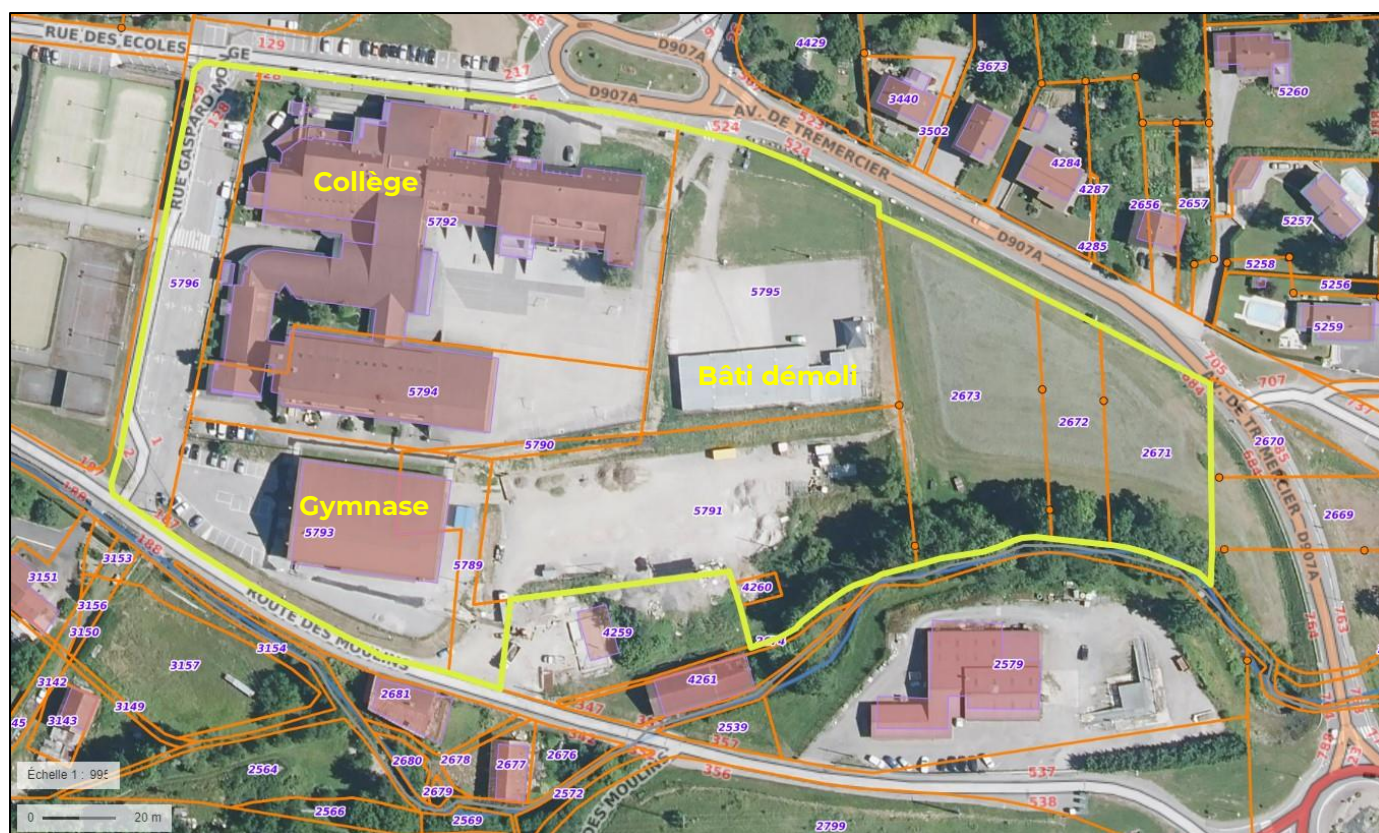


Figure 3 ; Vue aérienne du site du collège Gaspard Monge actuel

Le site comprend à ce jour le collège Gaspard Monge et un gymnase situé à l'ouest du terrain qui seront déconstruits par la suite. Le nouveau collège sera implanté à l'est de la parcelle et le nouveau gymnase prendra la place de l'ancien collège au nord-ouest.

Décomposition parcellaire du site actuel :

Référence cadastrale Section-N°	Contenance cadastrale	Surface calculée	Propriété	Répartition des surfaces parcellaires en fonction du zonage PLU		
				A	UE	N
0A-2671	1 600 m ²	1 583 m ²	DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE		1 293 m ²	290 m ²
0A-2672	1 018 m ²	1 041 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		879 m ²	162 m ²
0A-2673	3 220 m ²	3 197 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		2 816 m ²	382 m ²
0A-4620	81 m ²	79 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		79 m ²	
0A-5789	947 m ²	947 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		947 m ²	
0A-5790	171 m ²	164 m ²	SYNDICAT INTERCOM DE FONCT ET DE DEVELOP C E G ST JEOIRE		164 m ²	
0A-5791	5 067 m ²	5 113 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		4 828 m ²	285 m ²
0A-5792	8 424 m ²	8 410 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		8 410 m ²	
0A-5793	3 447 m ²	3 458 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		3 458 m ²	
0A-5794	2 914 m ²	2 936 m ²	SYNDICAT INTERCOM DE FONCT ET DE DEVELOP C E G		2 936 m ²	
0A-5795	4 511 m ²	4 479 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		4 479 m ²	
0A-5796	2 119 m ²	2 169 m ²	COMMUNE DE SAINT-JEOIRE		2 169 m ²	
TOTAL	33 519 m²	33 576 m²		0 m²	32 458 m²	1 119 m²

Tableau 1 : Parcelles concernées par le projet

Les parcelles n° 2671, 2672 et 2673 situées à l'Est du site sont classées en partie en zone naturelle N par le PLU, correspondant à la ripisylve du ruisseau le Hisson. Le secteur classé en zone naturelle sera conservé sans modification et seule la partie classée en zone Ue (zone d'équipement d'intérêt collectif) sera utilisée.

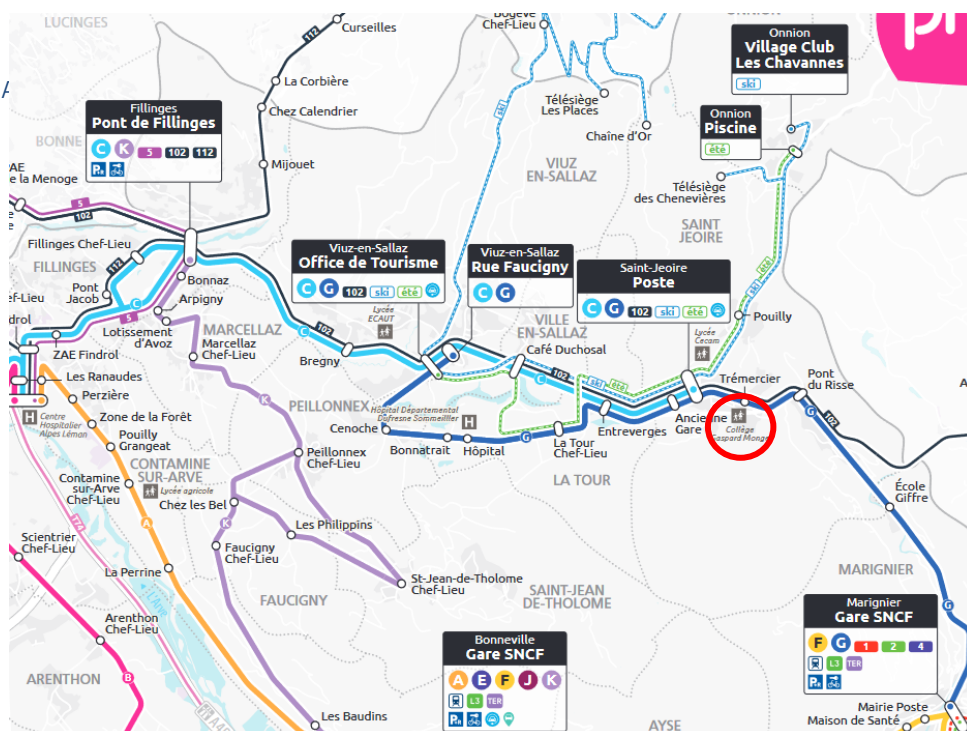
2.3 Accès au site

La parcelle donne sur la route départementale RD907 A - Avenue de Trémiercier.

Desserte en transport en commun

La parcelle est desservie par le réseau de bus Proxim iTi par la ligne G (Viuz en Sallaz <> Marignier), arrêt Trémiercier. A noter que la ligne C dessert l'arrêt Saint Jéoire Poste situé à 800 mètres.

Figure 4.1



Desserte en vélo et à pied

La parcelle n'est actuellement pas desservie par une piste cyclable, elle n'est pas encore facilement accessible à vélo ou à pied. La commune sera en charge de réaliser des voies douces nécessaires aux cheminements piétons et vélos. Il est à noter que le PLU impose la réalisation d'un local vélo pour les constructions de plus de 500 m².

3 NATURE ET CONSISTANCE DU PROJET

3.1 Fiche synthétique du projet

Contexte	Du fait de la vétusté de certains équipements, notamment sportifs, ne permettant plus de répondre aux nouvelles exigences pédagogiques et environnementales du Conseil Départemental, il a été décidé de restructurer entièrement le collège Gaspard Monge existant. Un nouveau collège sera ainsi reconstruit en lieu et place de l'existant, permettant de mutualiser certains équipements avec la commune (demi-pension, halle des sport et plateau sportif extérieur) et de rationaliser le fonctionnement global des nouveaux bâtiments.
Maitre d'Ouvrage	Conseil Départemental de la Haute-Savoie DGA Bâtiments et Education Direction Bâtiment et Moyens
Objet de l'opération	Reconstruction d'un collège neuf en lieu et place du collège Monge existant, incluant demi-pension, plateau sportif et gymnase public.
Adresse	Collège Gaspard Monge, 60 rue Monge – 74490 Saint-Jeoire en Faucigny
Références cadastrales	Parcelles concernées : section 0A n°2671, 2672, 2673, 4620, 5789, 5790, 5791, 5792, 5793, 5795 et 5796 Surface foncière totale = 3.35 ha , dont 3.25 ha classés en zone constructible (UE) du PLU
Objectifs environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau RE2020 -15% pour les indicateurs énergie et seuils 2028 pour les indicateurs carbone de la RE2020 : - Besoins de chauffage < 15 KWh/m²/an et n50<0.6vol.h - Volume de bois de 150 dm³/m²/SDP d'origine française, de préférence locale - Installation de panneaux photovoltaïques dans la limite de 250 kVA - Gestion des eaux pluviales et désimperméabilisation des espaces extérieurs.
Terrain d'assiette (tènement du projet)	2.5 ha (collège neuf + ½ pension + gymnase + plateau sportif)
Surfaces caractéristiques du projet :	Surface utile (SU) : 9 500 m² Surface de Plancher (SP) : 12 300 m²
Coût des travaux estimé	36 M€ HT
Date de livraison	Septembre 2026 (collège) et Septembre 2027 (plateau sportif)
Procédure	Marché Global de Performance

3.2 Contexte et Vocation du Projet

Du fait de la vétusté de certains équipements, notamment sportifs, ne permettant plus de répondre aux nouvelles exigences pédagogiques et environnementales du Conseil Départemental, il a été décidé de restructurer entièrement le collège Gaspard Monge existant. Un nouveau collège sera ainsi reconstruit en lieu et place de l'existant, permettant de mutualiser certains équipements avec la commune (demi-pension, halle des sports et plateau sportif extérieur) et de rationaliser le fonctionnement global des nouveaux bâtiments.

Le nouveau Collège sera d'une capacité de 26 divisions soit 780 élèves. Le projet intégrera l'ensemble des fonctions propres à un établissement de ce type mais également un réfectoire (demi-pension) et les équipements sportifs associés (halle sportive avec murs d'escalade et plateau sportif).

3.3 Les besoins fonctionnels

Le projet comprend :

- la déconstruction du collège et du gymnase existants,
- la construction du nouveau collège de 26 divisions, soit 780 élèves,
- la construction d'une demi-pension avec cuisine de production, d'une capacité équivalente à 85% de l'effectif de l'établissement et dont les locaux de restauration permettront l'accueil des élèves de primaire du secteur,
- la création de 6 logements de fonction de type T4,
- la construction de l'ensemble des équipements sportifs couverts (gymnase et salle polyvalente) et extérieurs nécessaires à l'enseignement pédagogique, dont l'usage hors période scolaire sera mutualisé avec les besoins de la commune
- la réalisation de la gare routière, du parvis et de la dépose minute qui seront à l'issue de l'opération transférés aux collectivités locales,
- la création des stationnements extérieurs et des voiries de services nécessaires aux usagers, la propriété foncière de ces aménagements restera au Département. Néanmoins la gestion sera portée par les collectivités locales

Le nouveau collège intégrera les fonctions suivantes :

- Locaux administratifs (accueil, direction...)
- Salles d'enseignement et d'encadrement pédagogique
- Vie scolaire et cour de récréation
- Centre de la Connaissance et de la Culture
- Bureaux médico-sociaux
- Salle d'animation
- Locaux techniques, dont la chaufferie

La surface utile totale cible est de **9 500 m² SU** pour une surface de plancher totale d'environ **12 000 m² SP**.

Aménagements extérieurs :

- Gare routière, aire de dépose minute,
- Voiries internes et voies douces (piétons et vélos),
- Aires de stationnement public extérieure de 49 places, dont 1 place PMR, et aire de stationnement interne dans l'enceinte du collège pour le personne (capacité \leq 49 places)

3.4 Capacité prévisionnelle d'accueil du projet

Le tableau ci-dessous présente les effectifs moyens (élèves et personnels) pour 1 collège de 26 divisions :.

Elèves (26 divisions de 30 élèves) + 1 classe ULIS	780
Enseignants	46
AVS - AESH	5 à 10
Direction - Administration	
Principaux et gestionnaire	3
Secrétariat	2
Vie scolaire	
CPE	1
Assistant d'éducation	6
Psychologue de l'Education Nationale	1
Médico-Social	
Infirmier(ère)	1
Assistant(e) social(e)	1
Maintenance et demi-pension	
Personnels du Département	12
TOTAL	Environ 875

3.5 Nature et consistance des aménagements

3.5.1 Généralités

Le projet comprend les aménagements suivants :

- Démolition du collège et du gymnase existants
- Construction d'un collège neuf
- Construction d'une demi-pension
- Construction des équipements sportifs (halle sportive et plateau sportif)

3.5.2 Classification du bâtiment

Les futurs bâtiments seront des Etablissement Recevant du Public (ERP) de 2nd catégorie et de type R, N, L et X.

Les activités du bâtiment sont classées dans les sous-catégories suivantes :

Type E.R.P.	Activités
Type L	Salles réservées aux associations, salles de réunions
Type X	Etablissement sportif couvert
Type N	Salles de restauration
Type R	Etablissements d'enseignements avec locaux réservés aux scolaires

3.5.3 Parti architectural

Les nouveaux bâtiments devront s'attacher à respecter strictement les prescriptions de construction et architecturales indiquées au PLU. Une attention particulière devra être portée à l'insertion dans le site et à la cohérence architecturale de l'ensemble des bâtiments.

3.6 Surfaces de référence du projet (tènement, surface de plancher)

3.6.1 Tènement du projet

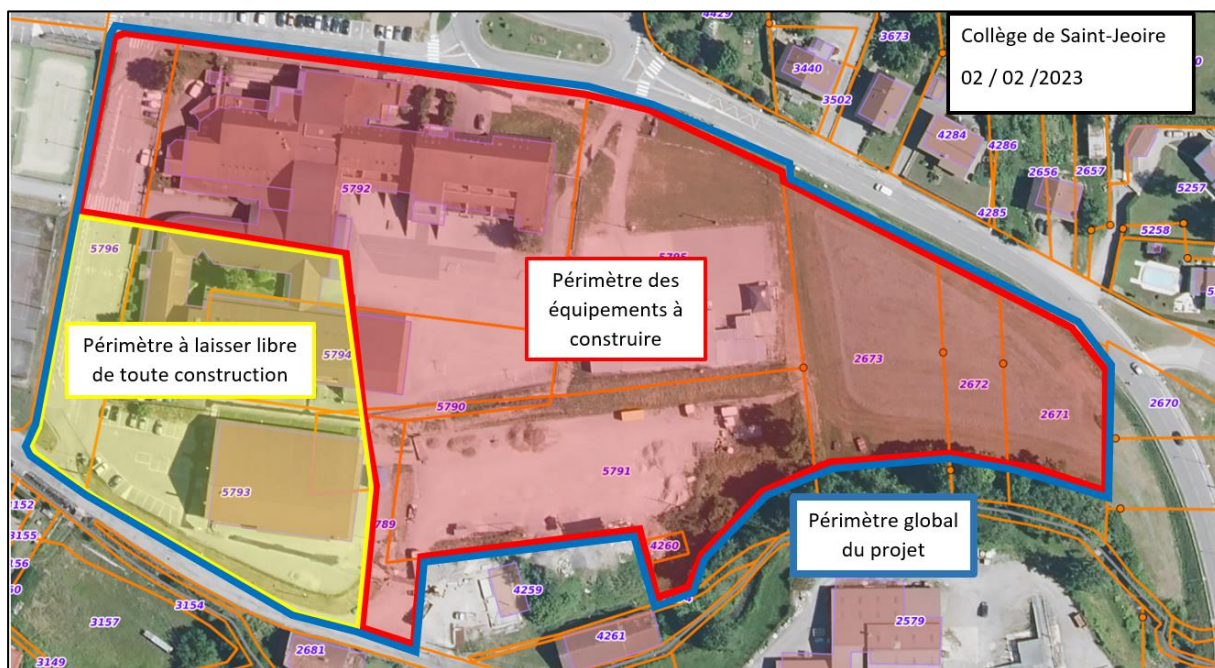


Figure 5 : Périmètre de projet retenu

Le périmètre du futur projet est délimité en rouge sur le plan ci-dessus.

Le collège et le gymnase existant situés en partie ouest du site seront déconstruits.

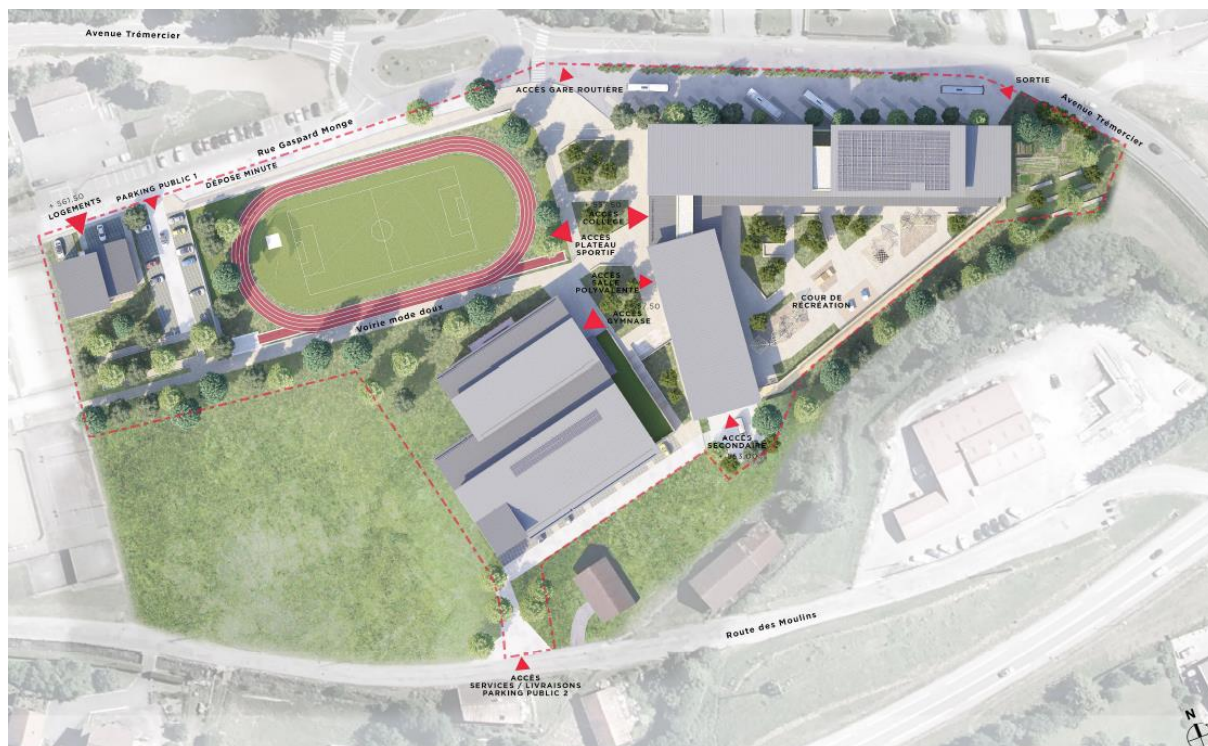
Après démolition, la partie du site située dans le périmètre en jaune du plan ci-dessus, **d'une surface d'environ 6 100 m²** (hors voirie) sera laissée libre de toute construction et végétalisée en prairie naturelle, avant d'être restituée à la commune. Les projets de réhabilitation de la commune concernant cet espace n'ont pas été établis à ce jour.

Le nouveau collège sera implanté à l'est du périmètre en rouge et les nouveaux équipements sportifs (halle des sports et plateau sportif) sur la partie ouest à la place de l'ancien collège.

La surface de tènement du futur projet est estimée à environ 25 000 m²

3.6.2 Scénario d'implantation des bâtiments

Dans le cadre du marché global de performance en cours, le scénario d'implantation du candidat retenu est le suivant :



3.6.3 Voiries, Parkings

Le projet intègre la création de 2 parkings publics d'une capacité inférieure à 49 places.

3.6.4 Besoins Surfacciques : Surfaces utiles

Le tableau ci-dessous présente les surfaces minimales du projet imposées par le référentiel technique du Conseil Départementale de la haute Savoie :

	Surfaces utiles intérieures	Surfaces extérieures
Construction neuve	9 500m ²	8 500m ²

Le détail de ces surfaces est présenté ci-dessous :

SYNTHESE		SURFACE UTILE	SURFACE EXT
A	ACCUEIL	160	100
B	DIRE CTION - GESTION	176	
C	EN CADREMENT PEDAGOGIQUE	168	15
D	VIE SCOLAIRE	461	2754
E	MEDICO SOCIAL	56	
F	SALLE POLYVALENTE	406	
G	CDI - CCC	309	
H	ENSEIGNEMENT GENERAL + ULIS	2378	
I	HALLE SPORTIVE ET PLATEAU SPORTIF	3248	5530
J	MAINTENANCE	170	
K	DEMIPENSION	1270	50
L	LOGEMENTS DE FONCTION	696	
TOTAL BATIMENT		9498	
TOTAL ESPACES EXTERIEURS COLLEGE			8449
M 1	STATIONNEMENTS - ESPACES PUBLICS HORS COLLEGE		0

Les surfaces extérieures ne comprennent pas les voiries, parkings et espaces verts

3.7 Besoins en eau, ressources mobilisées

Le nouveau collège sera raccordé au réseau de distribution public d'eau potable desservant le collège actuel.

Sur la base d'une consommation moyenne de 3 à 4 m³/an par élève, la consommation future du nouveau collège est estimée à environ 2 700 m³ /an.

Le gestionnaire du réseau public devra confirmer que la capacité du réseau de distribution public est suffisante à couvrir ces nouveaux besoins.

3.8 Contraintes réglementaires / Code de l'Environnement

Le projet est concerné par la réglementation suivante :

- ⇒ **Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (I.O.T.A.) soumis à autorisation ou à déclaration :** Le terrain d'assiette du projet étant supérieure à 1 hectare mais inférieure à 20 hectares, **le présent projet est soumis à déclaration**, en application de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement, **au titre de la rubrique 2.1.5.0** : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

Le projet fera l'objet d'un dossier de déclaration, qui sera réalisé ultérieurement par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours...

- ⇒ **Evaluation environnementale** : Le projet présentant une surface de plancher > 10 000 m² et un terrain d'assiette < 5 ha, celui-ci est soumis à une demande d'examen au « cas par cas », au titre des articles L122-1 et L122-2 (rubrique 39) du Code de l'Environnement.

3.9 Situation du projet au regard de la nomenclature ICPE

Le projet de par sa vocation d'établissement d'enseignement ne relève pas de la nomenclature ICPE.

3.10 Délais d'études et de réalisation

Le projet sera réalisé par le biais d'un Marché Global de Performance Energétique (MGPE) selon le planning prévisionnel ci-dessous :

Phases	Planning
Consultation pour l'attribution du MGPE	octobre 2022 à janvier 2024
Etudes	février 2024 à juillet 2024
Travaux	août 2024 à août 2027
Livraison du Collège Neuf	Septembre 2026
Livraison plateau sportif + gymnase	Septembre 2027

3.11 Financement

En phase programmation, l'enveloppe financière affectée aux travaux est estimée à 36 M €HT

4 ETAT DES LIEUX DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET

4.1 Contexte géographique

4.1.1 Géographie

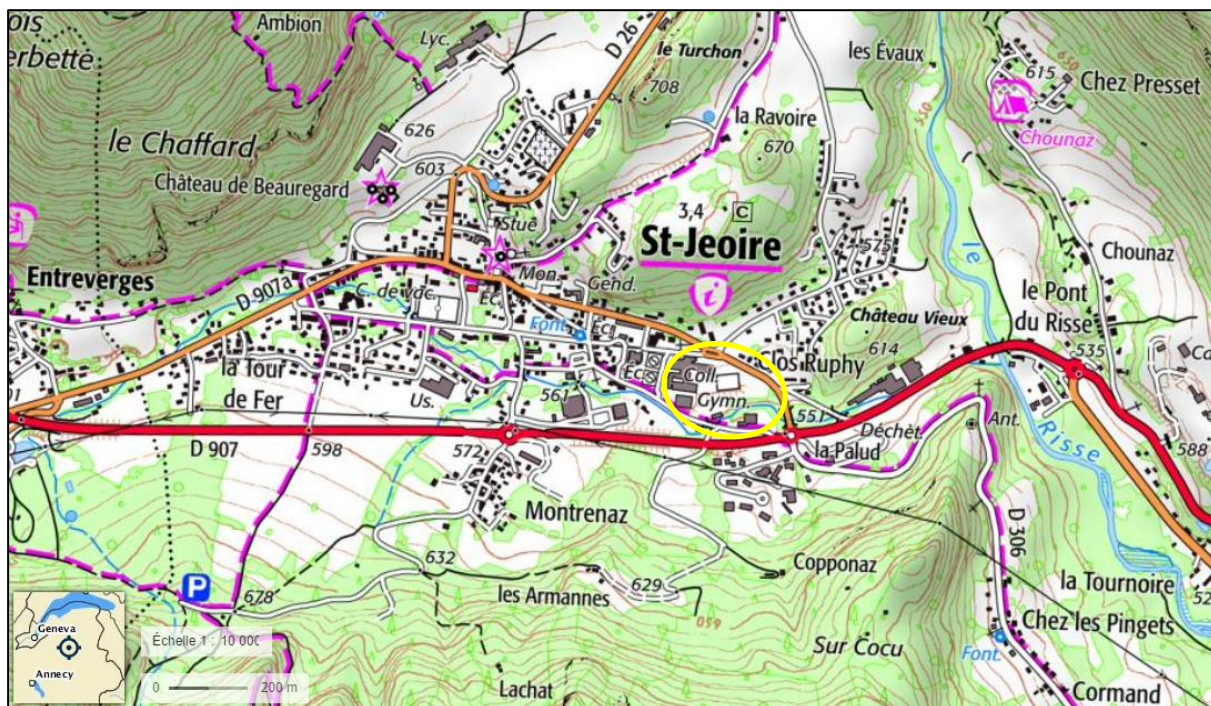


Figure 6 : Carte géographique (Source : site www.geoportail.gouv.fr)

4.1.2 Relief

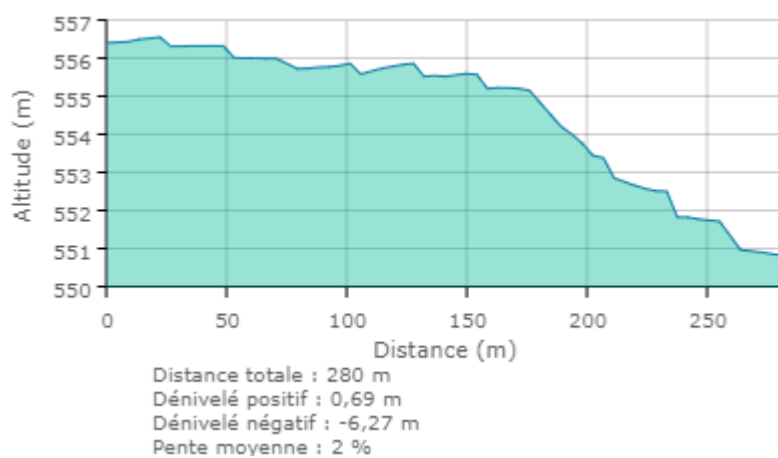
4.1.2.1 Généralités

Le site du projet se situe sur un terrain en pente, exposé au sud, dont l'altitude est comprise en 560 m et 550 m.

4.1.2.2 Profils altimétriques du site de projet

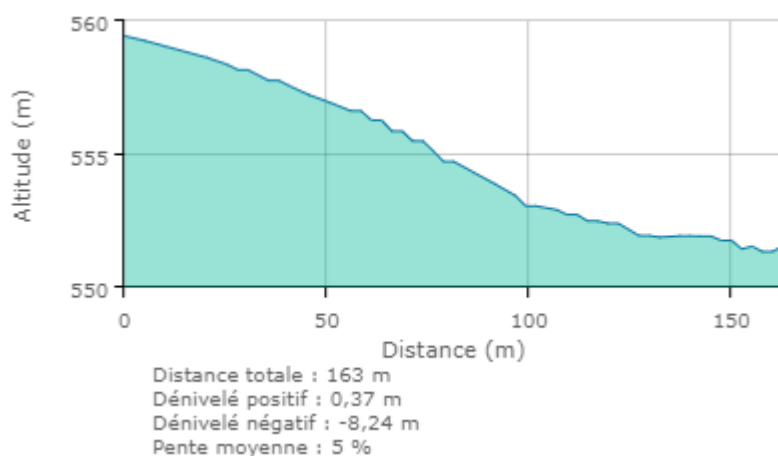


Profil A – Ouest -> Est



La topographie est en pente, avec un point haut au nord du terrain à 559 m d'altitude et un point bas à 548 mètres au sud-est, ce qui implique des travaux de terrassement.

Profil B : Nord -> Sud



4.1.3 Occupation du sol

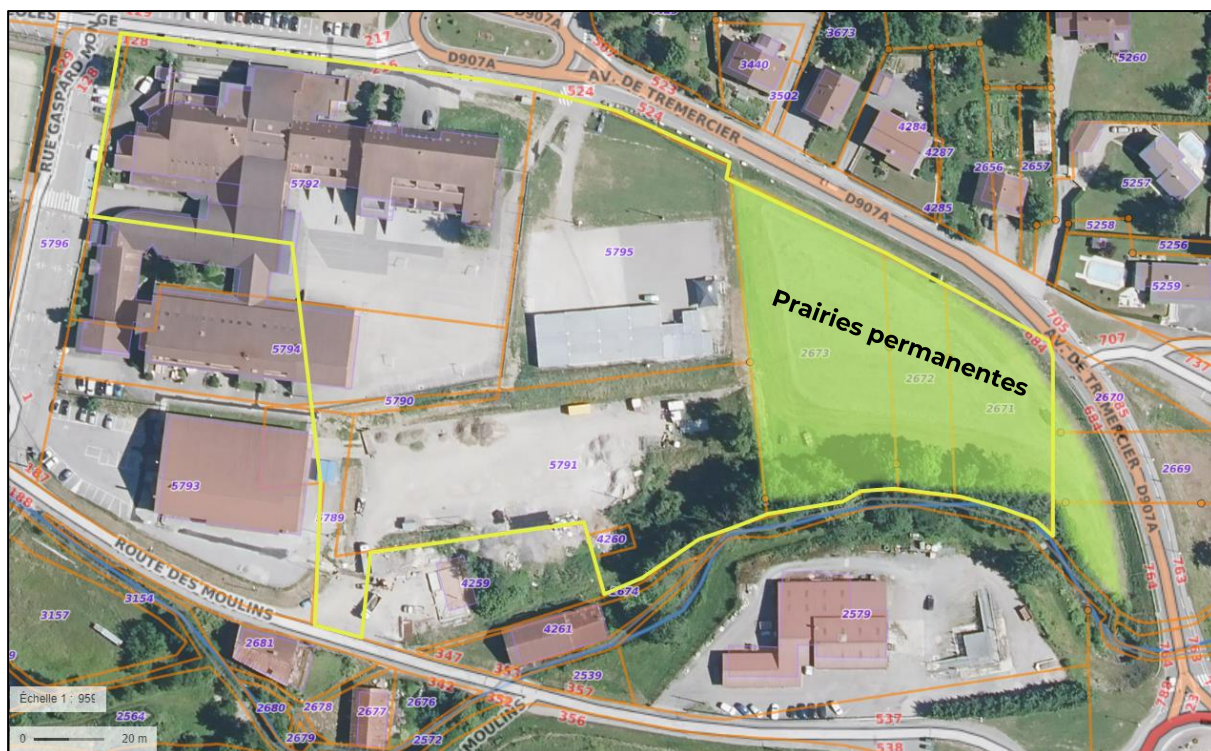


Figure 7 : Extrait du Registre Parcellaire Graphique 2022 (source : « geoportail.fr »)

Selon le registre parcellaire graphique (RGP 74 - 2022), 3 parcelles (A2671, A2672 et A2673) sont utilisées pour l'agriculture en tant que « Prairies permanentes » (herbe prédominante, ressources fourragères ligneuses absentes ou peu présentes). Au sud de ces parcelles, le secteur correspondant à la ripisylve du ruisseau le Hisson est classé en zone naturelle N par le PLU,

Les autres parcelles concernées abritent les bâtiments et structures du collège.

4.1.4 Climat / Ensoleillement / Rose des vents

Le climat à Saint-Jeoire est tempéré à tendance montagnarde et plutôt humide. L'altitude de la commune fait que l'amplitude thermique entre jour/nuit et été/hiver est relativement importante.

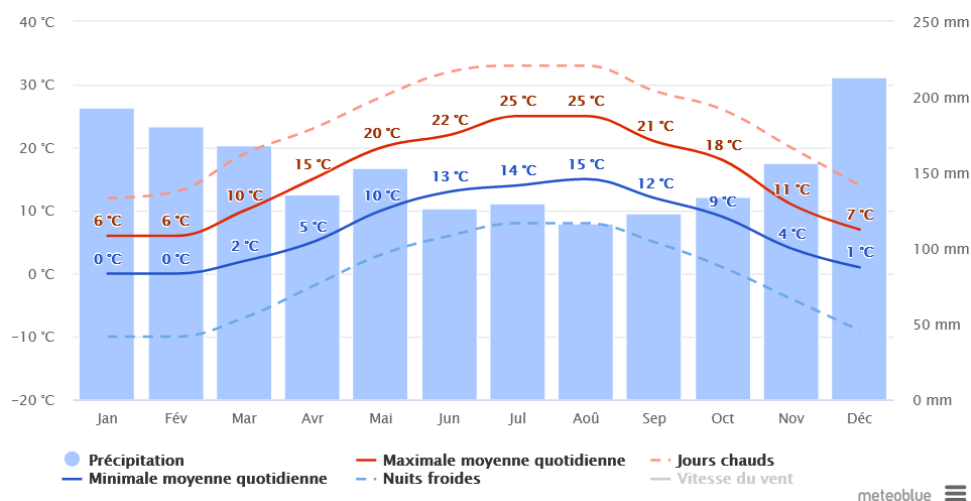


Figure 8 : Température moyenne maximale et minimale à Saint-Jeoire - Source : Meteoblue

L'amplitude thermique est plutôt élevée sur la commune de Saint Jeoire. Elle est plus importante en été qu'en hiver (conséquence directe d'une augmentation de la durée du jour par rapport à la nuit). En hiver (décembre à février), des températures moyennes de 3 à 4°C sont observées, contre 16°C à 20°C en été (juin à septembre).

Les précipitations sont plutôt bien réparties tout au long de l'année bien que les printemps et étés soient un peu plus secs avec 6 mois en dessous de la barre des 140 mm. En hiver, les précipitations dépassent le seuil des 180 mm.

Ensoleillement maximum :

- 1 | En hiver (octobre à mars) : 4,55 kWh/m².mois,
- 2 | En été (avril à septembre) : 5,98 kWh/m².mois

A l'échelle de la France, le potentiel solaire annuel de Saint Jeoire est moyen. Le degré d'inclinaison optimal pour capter le maximum de l'énergie solaire incidente du fait de la latitude de la commune est de 34° calculé sur une année.

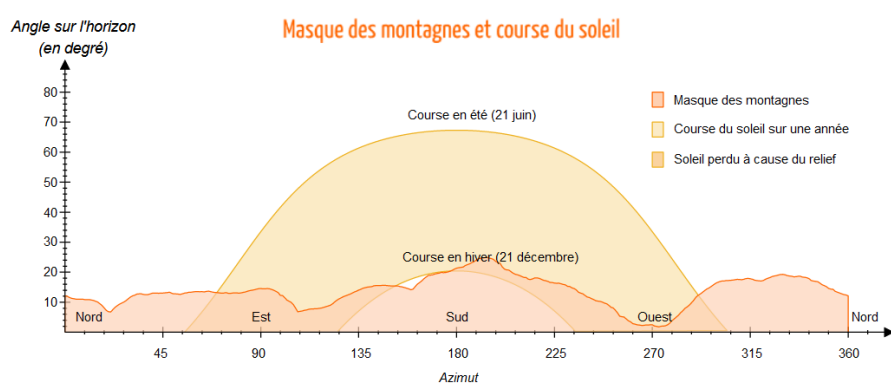


Figure 9 : Représentation des masques solaires sur le site. Source : Heliorama

Rose des vents :

Les principaux régimes de vent observés sur la commune sont les suivants :

- Vent de vitesse faible : provenant du nord-ouest
- Vent de vitesse modérée à forte provenant du sud-est

C'est ce qu'illustre la figure ci-dessous.

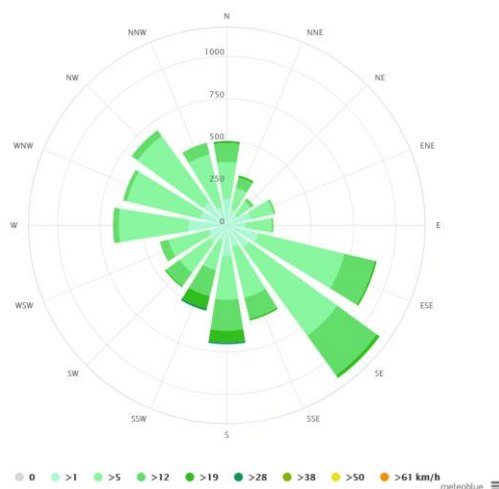
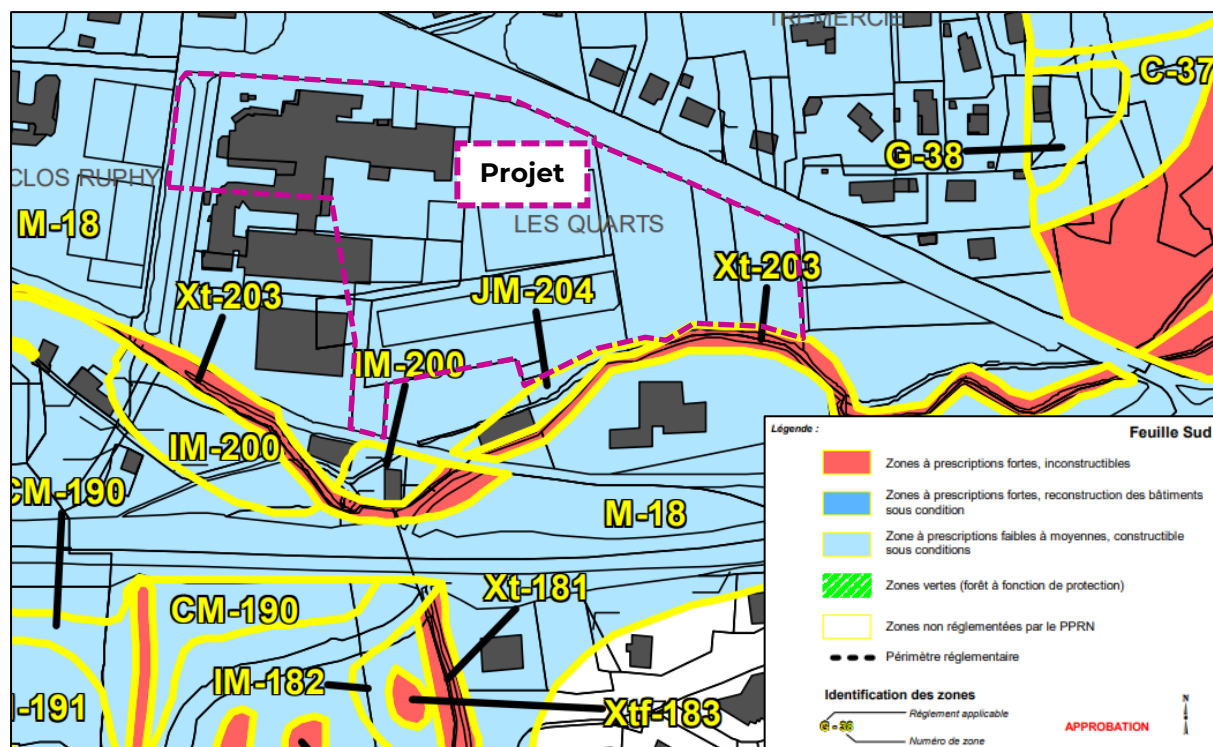


Figure 10 - Rose des vents Saint Jeoire, vitesse en km/h - (Source : meteoblue.com)

4.2 Contexte réglementaire

4.2.1 Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune

La commune de Saint-Jeoire en Faucigny dispose d'un plan de prévention des risques naturels approuvé en date du 03 août 2012



Le projet est situé en zone bleue (n° M-18) soumise à prescriptions faibles vis-à-vis du risque d'effondrement et de glissement de terrain.

La ripisylve du ruisseau d'Hisson (hors projet) est située en zone de prescriptions fortes (n° 203-Xtf) vis-à-vis du risque de crue torrentielle. Cette zone est classée en zone naturelle N non constructible par le PLU et sera conservée en l'état.

4.2.2 Prescriptions concernant l'urbanisme /plan local d'urbanisme

Les règles de construction sur la parcelle sont règlementées par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jeoire, dont la dernière révision a été approuvée le 06/03/2020.

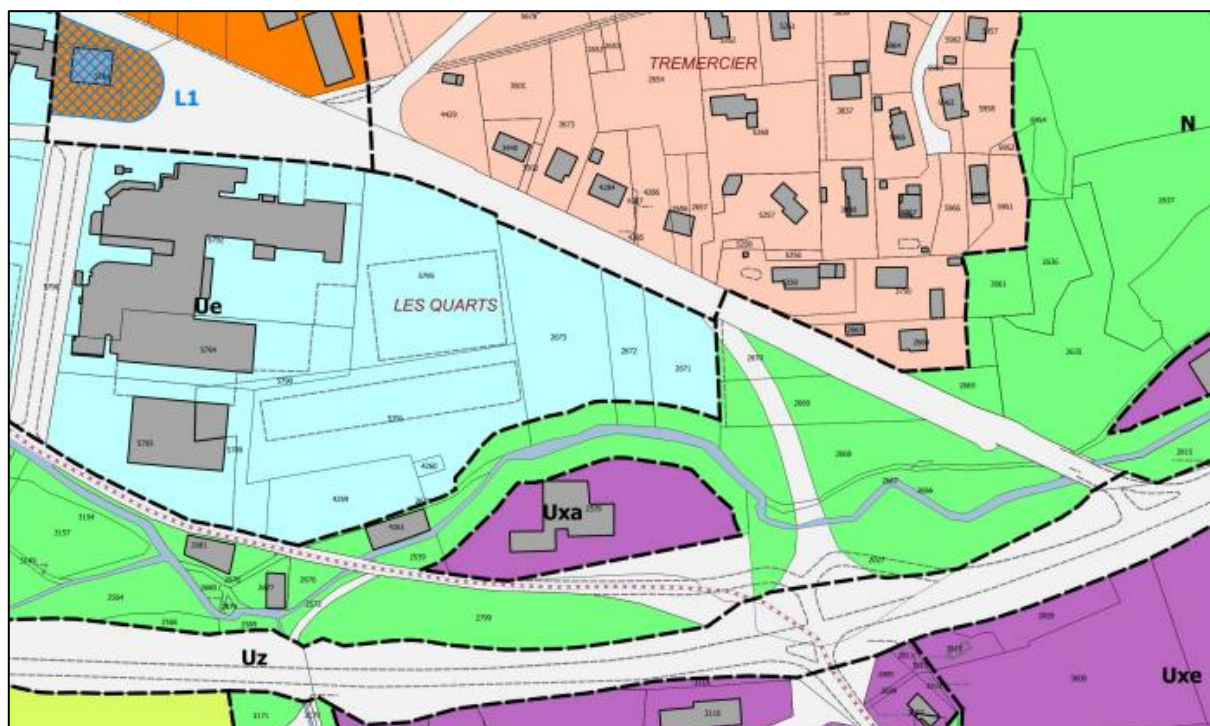


Figure 12 : Extrait de la carte de zonage du PLU (Source : www.geoportail-urbanisme.gouv.fr)

Les parcelles sur lesquelles est prévue la construction sont actuellement classées en zone d'accueil des équipements d'intérêt collectif **Ue**. Les parcelles n° 2671, 2672 et 2673 situées à l'Est du site sont classées en partie en zone naturelle N par le PLU, correspondant à la ripisylve du ruisseau le Hisson. **Le secteur classé en zone naturelle inconstructible sera conservé en l'état.**

Les principales règles sont les suivantes :

Article Ue 6	TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS
	<p>6.1. ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS</p> <p>Les surfaces laissées libres seront entretenues et plantées. Le choix d'essences locales est recommandé (charmilles, noisetiers...).</p> <p>Pour toute opération d'aménagement, 20% minimum du tènement doit être réalisé en espaces verts, dont minimum la moitié d'un seul tenant, et à usage collectif. Ces espaces devront être organisés de telle façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès.</p> <p>Pour chaque construction/opération, au moins 40% du terrain doit rester perméable aux eaux de pluie et de ruissellement.</p>
Article Ue 9	DESSERTE PAR LES RESEAUX
	<p>9.2.b Eaux pluviales</p> <p>Toute opération doit faire l'objet d'aménagement visant à limiter l'imperméabilisation des sols et à assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.</p> <p>Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales assurant leur collecte, leur rétention et leur infiltration dans les sols lorsque ceux-ci le permettent.</p> <p>.../....</p>

	<p>Les aménagements de collecte réalisés sur le terrain d'assiette de l'opération doivent être raccordés au réseau public de collecte des eaux pluviales s'il existe ou dirigés vers un exutoire naturel apte à recevoir les débits évacués des propriétés.</p> <p>En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci devront être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.</p> <p>.../...</p> <p>En tout état de cause, il conviendra de se référer à l'annexe sanitaire « eaux pluviales » et aux fiches techniques correspondantes.</p> <p>Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.</p> <p>De manière générale et complémentirement aux dispositions prévues ci-avant, il conviendra de maintenir voire de remettre en état les tranchées ouvertes existantes sur le terrain d'assiette.</p> <p>Une étude de sol pourra être demandée pour préciser complémentirement la gestion des eaux pluviales à la parcelle.</p>
--	---

4.2.3 Zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales

4.2.3.1 Zonage assainissement eaux usées

Extrait du zonage assainissement communal

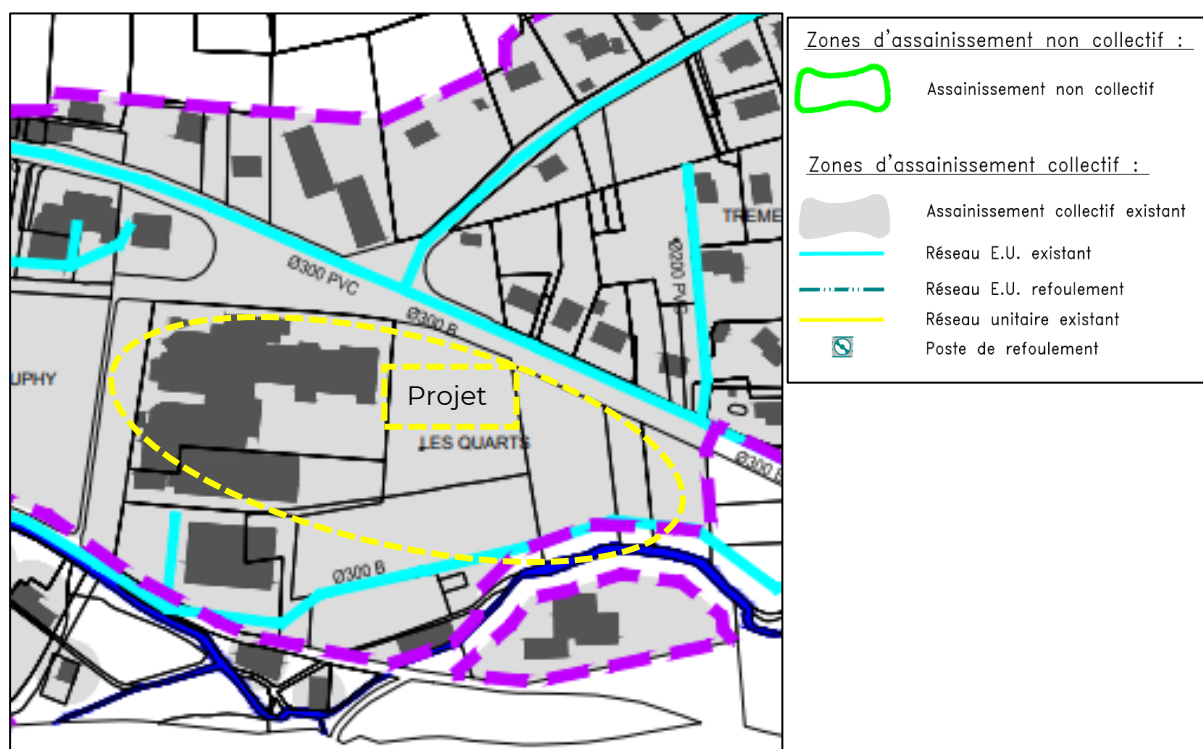


Figure 13 : Extrait du plan de zonage d'assainissement de Saint-Jeoire – 12 octobre 2017
(Source : Annexes sanitaires du PLU)

Selon le zonage d'assainissement, les parcelles concernées se **situent en zone d'assainissement collectif**. Le réseau de collecte EU existant le plus proche se situe au sud du projet et achemine les eaux usées vers la station d'épuration collective, en gravitaire. Le projet sera raccordé sur le réseaux d'assainissement collectif après validation de la demande par le gestionnaire du réseau en respectant les prescriptions particulières du règlement.

4.2.3.2 **Zonage assainissement eaux pluviales**

On se référera aux Annexes Sanitaires du PLU – Volet « Eaux pluviales » (Etude NICOT Ingénieurs Conseils annexée au PLU, approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 12/10/2017), qui prévoit les dispositions suivantes :

Règles de conception des mesures compensatoires aux nouvelles imperméabilisations :

Le volet « Eaux pluviales » des annexes sanitaires du PLU comprend un Règlement Eaux Pluviales. D'après le plan de zonage pluvial, le site du collège se situe dans une zone de **gestion des eaux pluviales INDIVIDUELLE A L'ECHELLE DE LA ZONE**, pour laquelle s'applique le **règlement Eaux pluviales n° 2**.

Ce règlement prévoit notamment les dispositions suivantes :

Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux),

La mise en place de dispositif de rétention/infiltration est obligatoire, il doit permettre :

- Leur rétention (citerne ou massif de rétention)
- Et/ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent.

Les fiches de dimensionnement des ouvrages de rétention/infiltration des annexes sanitaires EP s'appliquent pour un projet dont les surfaces imperméabilisées (toitures, terrasse, accès, stationnement) n'excèdent pas 500 m². Pour un projet supérieur (ex : lotissement), **une étude hydraulique spécifique est nécessaire**.

Les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées :

- Dans le réseau E.P communal s'il existe,
- Dans le fossé ou le ruisseau le plus proche en cas d'absence de réseau E.P. communal,
- Les rejets s'effectueront exclusivement vers le réseau séparatif eaux pluviales ou vers le milieu naturel (fossé, zone humide).

L'ensemble du dispositif doit être conçu de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain avant son aménagement.

Pour les projets **dont la surface imperméabilisée est inférieure ou égale à 500 m²** et dont le dimensionnement des dispositifs de rétention/infiltration peut être réalisé avec le guide Eaux Pluviales, le débit de fuite des ouvrages est défini à **3L/s par projet** sur l'ensemble du territoire communal.

La surface totale du projet correspond à la surface totale du projet à laquelle s'ajoute la surface du bassin versant dont les écoulements sont interceptés par le projet. **Dans le cas où cette surface totale dépasse 1 ha, un dossier réglementaire Loi sur l'eau doit être établi.**

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie seront dirigées vers le réseau d'eaux usées et non d'eaux pluviales.

Pour de nouvelles surfaces imperméables sur du bâti existant, le dispositif sera dimensionné pour l'ensemble des surfaces imperméables (existantes et nouvelles).

Néanmoins, la commune tolérera des dispositifs réduits en cas avéré de manque de place.

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures...) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

Pour l'arrosage des jardins et espaces verts, la récupération des EP est recommandée à l'aide d'une citerne étanche distincte.

Lors de l'instruction d'un permis de construire, **la commune exige aux pétitionnaires de fournir une étude justifiant les règles de conception et d'implantation des dispositifs.**

4.3 Présentation du milieu récepteur : BV, réseau hydrographique

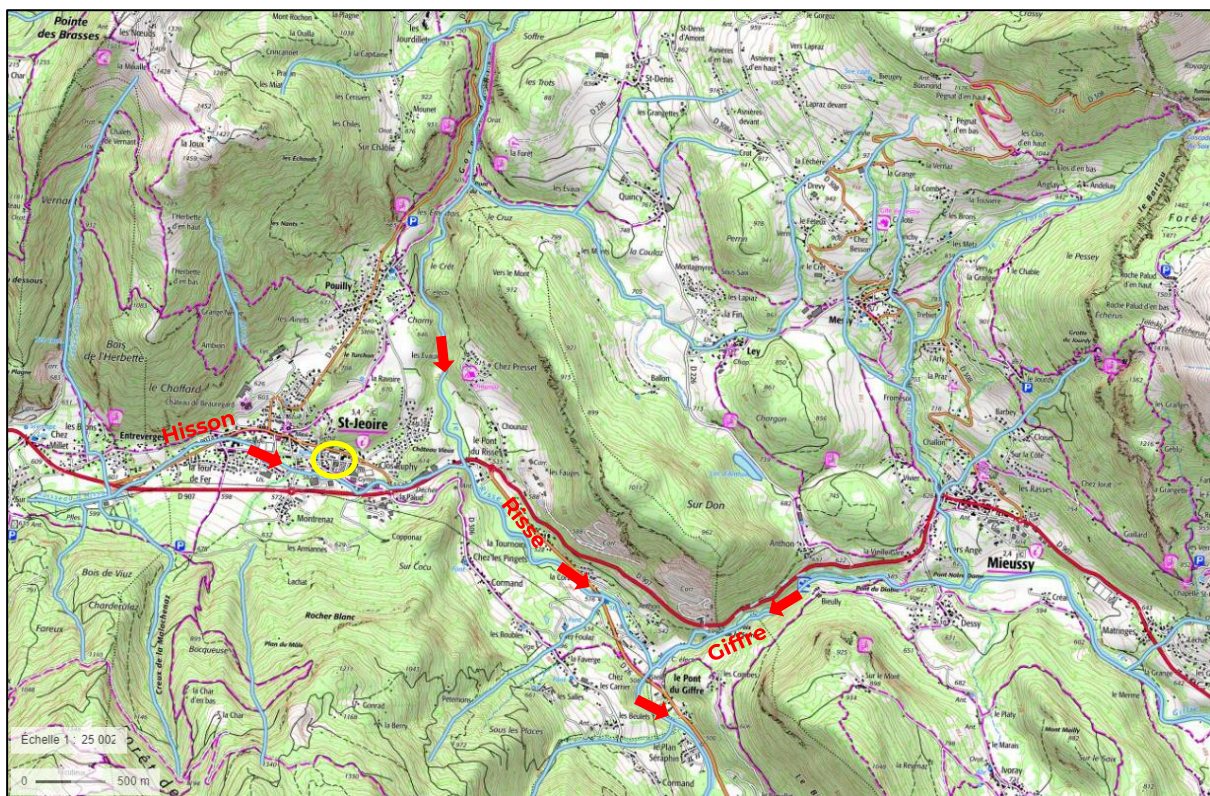
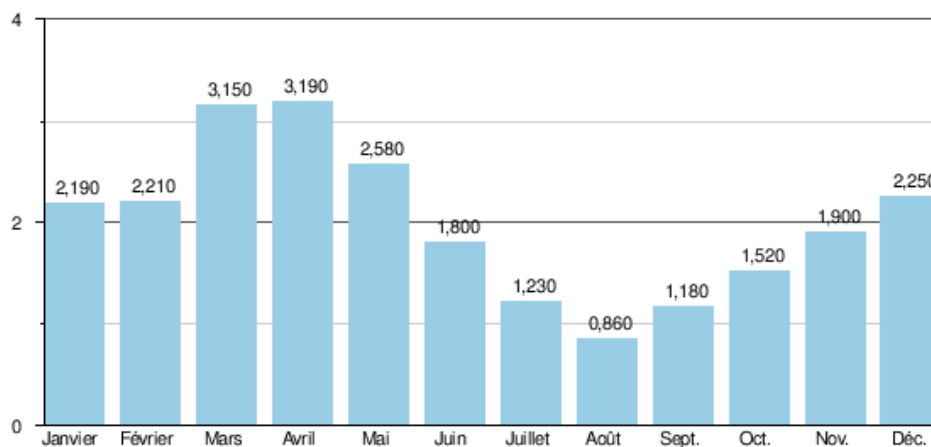


Figure 14 : Réseau hydrographique du ruisseau d'Hisson et du Risse
(Source : www.geoportail.gouv.fr et SAGE Arve)

Le projet se situe en bordure du ruisseau d'Hisson (code SANDRE V050580), affluent du Risse, lui-même affluent droit du Giffre, donc un sous-affluent du Rhône par l'Arve.

Le Risse à Saint-Jeoire (Pont du Risse) draine un bassin versant de 57,5 km²

Débit moyen mensuel (en m³/s)
 Station hydrologique : V0155010 - Le Riise à Saint-Jeoire (Pont du Risse) pour un bassin versant de 57,5 km² et à 536 m d'altitude²
 (le 08-12-2016 - données calculées sur 43 ans de 2002 à 2016)



Source : Banque Hydro - Ministère de l'écologie et du développement durable

4.4 Usages de l'eau en aval du projet

Les usages anthropiques de l'eau sur le Risse sont constitués essentiellement :

- Des prélèvements pour l'irrigation agricole et l'alimentation en eau potable,
- la pêche,
- les activités de tourisme et de loisirs.

4.5 Etat des risques

Le site internet <https://www.georisques.gouv.fr> permet de recenser les risques référencés sur la commune. Ceux-ci concernent principalement le risque de gonflement des argiles et la sismicité et sont présentés dans le tableau récapitulatif au paragraphe § 4.10.

4.6 Géologie / Hydrogéologie / Pédologie (E. Géotechnique)

Une étude géotechnique de type G1 a été réalisée en juin 2022. Les points à retenir sont les suivants :

Constitution du sol :

Formation 1 :	Terre végétale ou Remblais	Fond (m/TA) : 0.25 à 0.65 m
Formation 2 :	Limons-sableux (sondages PM4, 5 et 7)	Fond (m/TA) : 1.40 à 1.60 m
Formation 2 :	Limons-argileux	Fond (m/TA) : > 2.40 à 2.70 m

Selon la carte des sols du Géoportail de l'IGN, le sol concerné est catégorisé comme « Calcisol », du fait de sa composition chimique, caractérisée par une importante accumulation de carbonate de calcium secondaire.

Hydromorphie : Aucun niveau d'eau n'a été relevé lors des investigations.

Perméabilité : $1.3 \cdot 10^{-5}$ à $4.5 \cdot 10^{-5}$ m/s à -1.30 m/TN, sur sol naturel non remanié

Conclusion / infiltration :

Les terrains sous-jacents au projet sont des limons sablo-argileux (formation n°2) ayant des caractéristiques mécaniques faibles à moyennes. D'après les essais effectués, la formation n°2 n'est pas sensible au retrait gonflement des argiles, mais se caractérise par une perméabilité faible à très faible. Aucun niveau d'eau n'a été relevé lors des investigations.

Du fait de l'absence de traces de remontée de nappe à faible profondeur et de la perméabilité du sol naturel non remanié ($K \sim 1.0 \cdot 10^{-5}$ m/s sur les sondages), l'infiltration des eaux de pluie sur ces terrains pourrait être envisagée sous réserve de limiter la profondeur d'implantation des dispositifs d'infiltration, de façon à conserver par sécurité une épaisseur de sol non saturé d'au moins 1.00 m en dessous du fond des ouvrages.

4.7 Zones humides

Le tènement du projet se situe hors du périmètre des zones humides référencées dans l'inventaire des zones humides de Haute-Savoie, dressé par la DDT 74.

4.8 Patrimoine naturel / Zones réglementées

Après consultation de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>), le site ne se trouve pas dans une zone naturelle classée ou réglementée de type Natura 2000, ZNIEFF, site inscrit ou classé (voir Carte des espaces naturels ou protégés – INPN jointe en annexe du formulaire CERFA de demande d'examen au cas par cas).

La zone naturelle la plus proche à l'aval hydraulique du projet (distance d'environ 580 m) est la ZNIEFF de type 2 : « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes » (code 82003153).

A noter, le ruisseau du Hisson et sa ripisylve depuis la bordure sud du site du projet jusqu'à sa confluence avec la rivière Le Risse sont référencés comme « Espace Naturel Sensible » (Nature Ordinaire) par le conseil départemental de Haute Savoie. **Cette zone est classée en zone naturelle par le PLU et sera conservée en l'état.**

4.8.1 ZONE Natura 2000

Sans objet....

4.8.2 ZNIEFF

Sans objet...

4.8.3 Trames Vertes et Bleues du SRADDET

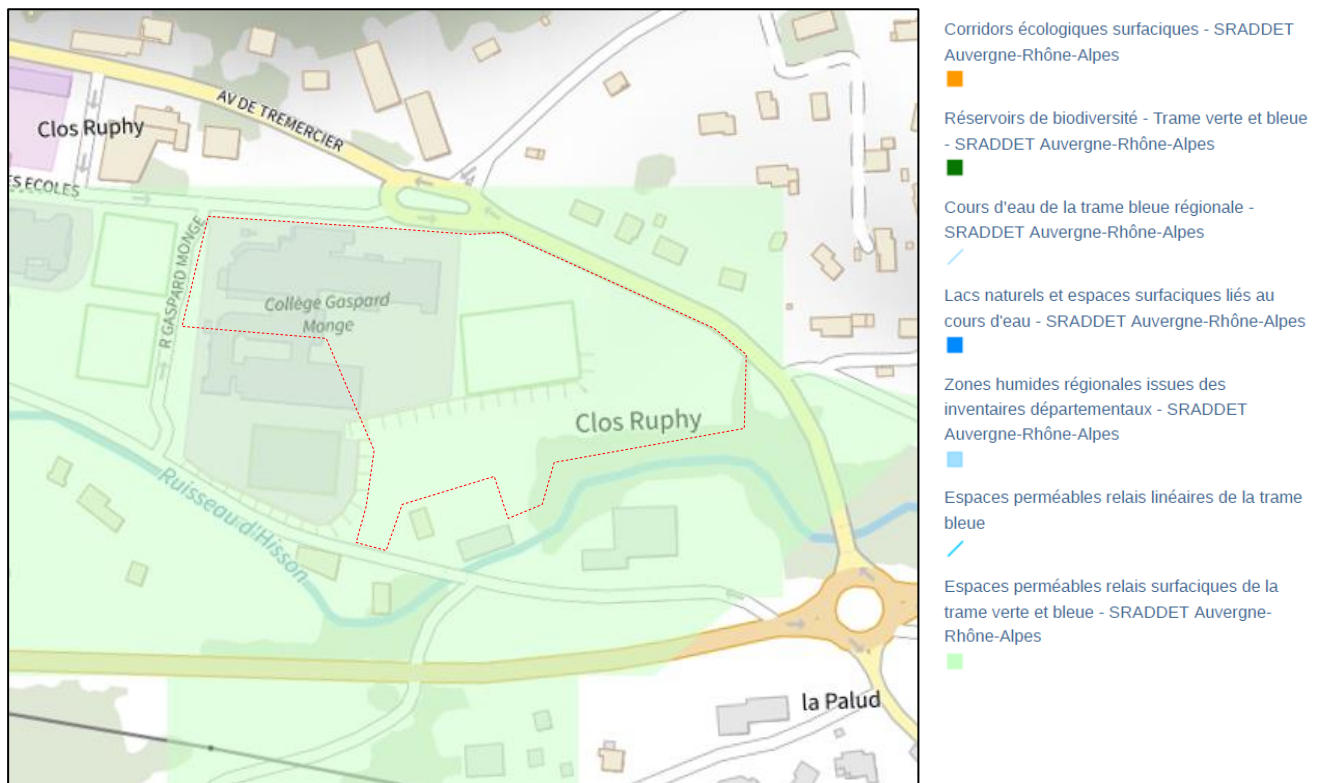


Figure 15 : Extrait de la carte TVB - SRADDET Auvergne – Rhône Alpes - 2020

D'après la carte ci-dessus, le site d'implantation du projet (---) est situé dans la trame verte et bleue du SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), correspondant aux espaces perméables relais surfaciques de la biodiversité. Au niveau du projet, ces espaces sont centrés sur la ripisylve du cours d'eau le Hisson.

4.8.4 Sites inscrits ou classés

Sans objet...

4.8.5 Biodiversité / Espèces inventoriées sur le site

Selon l'Observatoire Régional de la Biodiversité, le site d'implantation du projet se situe sur une zone de transit, d'habitat de repos et de nourrissage pour plusieurs espèces ; elle est susceptible de comprendre plusieurs espèces, dont certaines peuvent être protégées.

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPE) fait état pour la commune de Saint-Jeoire de **1 492 espèces recensées dont 99 protégées.**

L'Observatoire Régional de la Biodiversité Auvergne-Rhône-Alpes recense, à la date du 24 juin 2023 (dernière observation) **90 espèces dont 31 menacées**, dans un carré de 1km de côté dans lequel est situé le projet.

La carte ci-dessous donne un aperçu du nombre d'espèces recensées sur le secteur du projet :

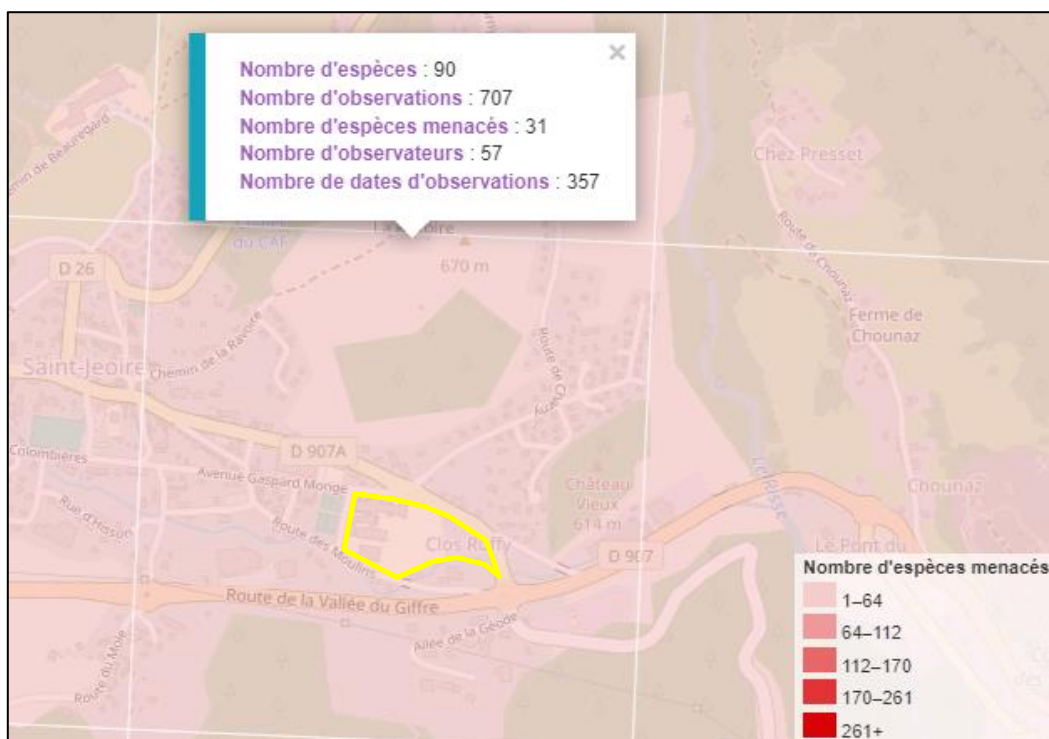


Figure 16 : espèces recensées sur le secteur du projet (Source : <https://atlas.biodiversite-auvergne-rhone-alpes.fr/>)

L'observatoire régional de la biodiversité indique que la prairie permanent située à l'Est du projet, englobant la ripisylve du ruisseau d'Hisson, est susceptible de comprendre notamment les espèces suivantes : Vesce des haies ; Pervenche mineure, Petite pervenche, Violette de serpent, Pervenche humble ; Vipère aspic (espèce protégée) ; Ziziphora des Alpes, Clinopode des Alpes, Calament des Alpes, Sarriette des Alpes.

Pour vérification, un premier inventaire floristique et faunistique a été réalisé par un écologue (Bureau d'études « Hydrétudes ») au printemps 2024 (voir étude complète en annexe), dont les principaux résultats sont les suivants :

- **Les habitats** identifiés au sein du secteur d'étude sont pour une majorité d'entre eux anthropiques ;
- **Inventaire floristique** : Parmi les taxons relevés sur le terrain en avril 2024, aucune espèce protégée et/ou menacée n'a été observée. Les espèces à enjeu renseignées dans la bibliographie n'ont pas été observées malgré une recherche minutieuse dans leurs

habitats potentiellement favorables. Par contre, plusieurs espèces invasives et exotiques ont été identifiées (en dehors des espèces précoces), ce qui témoigne du caractère relativement anthropisé de la zone d'étude

- **Inventaire faunistique / Avifaune** : 13 espèces ont été recensées. Le cortège d'espèces recensé est relativement classique compte tenu des habitats naturels, semi-naturels et anthropiques du site. A noter toutefois qu'une colonie de Moineaux domestiques est installée dans le bardage bois du collège. Des trous cylindriques sont creusés dans le bardage offrant une grande capacité d'accueil pour la colonie de Moineaux, mais aussi de Rougequeue ou autres passereaux.

Selon les critères de cotation des Listes Rouges nationales et régionales (LR FR et LR REG) établies par l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN), deux espèces parmi les 13 inventoriées présentent un statut de conservation plus élevé que le statut LC (préoccupation mineure) ; il s'agit du **Moineau domestique** (*Passer domesticus*) coté **NT** (quasi menacé) / LR REG et du **Serin cini** (*Serinus serinus*), coté **VU** (vulnérable) / LR FR.

- **Inventaire faunistique / Autres groupes faunistiques** : aucune autre espèce (mammifères, amphibiens, reptiles ou insectes) n'a été observée.

En conclusion, ce premier inventaire sera complété à l'issue des prochaines campagnes de terrain qui auront lieu dans l'été 2024 :

- Juillet 2024 : Flore/habitats, Insectes, Reptiles, Chiroptères
- Août 2024 : Oiseaux et mammifères.

A ce jour, il faut retenir que le milieu est très anthropisé, des espèces végétales EvEE sont présentes sur un secteur. Au niveau faunistique, peu d'espèces ont été observées à ce jour. Les espèces avifaunistiques se concentrent majoritairement au niveau du boisement en limite de la zone d'étude et sur le bâtiment du collège, dans le bardage pour ce qui est des Moineaux domestiques.

4.8.6 Patrimoine architectural

Le site d'implantation du projet se situe à l'extérieur de tout périmètre de protection des monuments historiques ou site classé.

4.9 Exposition au bruit

Le département de la Haute Savoie dispose d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des grandes infrastructures de transport terrestres de l'État en Haute-Savoie, approuvé le 18 septembre 2019.

Les cartes de bruit des infrastructures routières de la Haute-savoie ont été approuvées par les arrêtés préfectoraux DDT-2022-1332 du 2 novembre 2022 et DDT-2023-0483 du 30 mars 2023, dont un extrait est présenté ci-dessous :

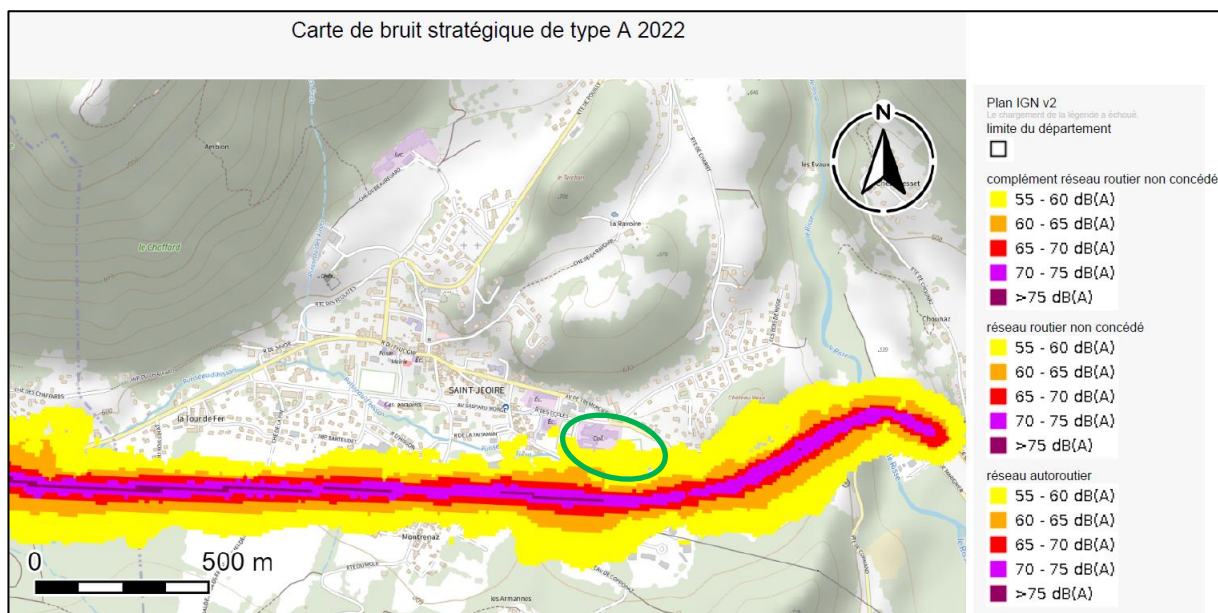


Figure 17 : Extrait du Plan de prévention du bruit

La bordure sud du site du projet se situe dans une zone exposée aux bruits liés à la route départementale RD907 – Route de la vallée du Giffre, dans la fourchette de 55 à 60 dB(A) en Lden (journée complète) et en Ln (nuit).

La portion routière de la RD907 passant au sud du collège est classée en catégorie 3 du classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (DDT 74)

4.10 Synthèse de l'état des lieux du site d'implantation du projet

Le tableau ci-dessous synthétise les principales contraintes environnementales à prendre en compte dans le cadre du présent projet.

Contraintes / Zones protégées	Projet concerné oui/non	Descriptif – Sources d'information : https://www.georisques.gouv.fr https://www.brgm.fr https://www.gesteau.fr
PPRN de la commune : - Glissements de terrain - Inondations - Torrentiel - Zones humides Autres risques : - Remontée nappe - Confluent argiles - Sismicité - Canalisation M.D.	OUI NON NON NON OUI OUI OUI NON	<i>(approuvé le 03/08/2012)</i> <i>Le projet est situé en zone (n° M-18) soumise à prescriptions faibles vis-à-vis du risque d'effondrement et de glissement de terrain.</i> <i>La ripisylve du ruisseau d'Hisson (hors projet) est située en zone de prescriptions fortes (n° 203-Xtf) vis-à-vis du risque de crue torrentielle</i> <i>Aléa moyen</i> <i>Exposition faible (1/3)</i> <i>Exposition moyenne (4/5)</i> <i>Présence canalisation(s) de matières dangereuses</i>
Cours d'eau récepteur	OUI	Ruisseau le Hisson, affluent du Risse (BV de l'Arve)
Masse d'eau souterraine	OUI	FRDG408 Domaine plissé du Chablais et Faucigny - BV Arve et Dranse
Sites inscrits	NON	
Sites classés	NON	
Znieff I et II	NON	
Réseau Natura 2000	NON	
Arrêté biotope	NON	
Zone Humide RAMSAR	NON	
Réserve associative	NON	
Réserve naturelle	NON	
Site géologique	NON	
Tourbière	NON	
Zone humide		
Périmètre de protection de captage AEP	NON	
SAGE / Contrat de Milieu	OUI	SAGE ARVE (mis en œuvre)

4.11 Synthèse des contraintes à prendre en compte

- **Monuments historiques / Sites classés ou inscrits:** Le site d'implantation du projet se situe en dehors des périmètres de protection inventoriés.
- **Contraintes environnementales :** Le site d'implantation du projet se situe en dehors de toute zone ou espace protégés et réglementé.
- **Contraintes d'urbanisme :** Le zonage actuel du PLU étant compatible avec la vocation du projet, la modification ou la mise en compatibilité du PLU n'est pas nécessaire.
Concernant la gestion des eaux pluviales, le maître d'œuvre du projet se référera aux dispositions spécifiques du PLU et de ses annexes sanitaires (schéma directeur de gestion des eaux pluviales / zonage pluvial) **pour la conception et le dimensionnement des dispositifs à mettre en place.**
- **Contraintes réglementaires / Code de l'Environnement:**
 - La surface totale du projet (tènement /surface au sol) étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha **le projet sera soumis à « Déclaration »**, au titre de la rubrique 2.1.5.0. de l'Article R. 214-1 du Code de l'Environnement, et **devra faire l'objet d'une étude préalable de type «dossier Loi sur l'Eau »** .
 - La surface de plancher du projet étant comprise entre 1 ha et 4 ha, **une demande d'examen au cas par cas est nécessaire** au titre de la rubrique n°39 du tableau annexé à l'article L122-2 du Code de l'Environnement relatifs à ***l'Evaluation Environnementale***.
- **Servitudes particulières :** droit de passage, réseaux enterrés (gaz, eau, électricité, télécom, lignes électriques,...)

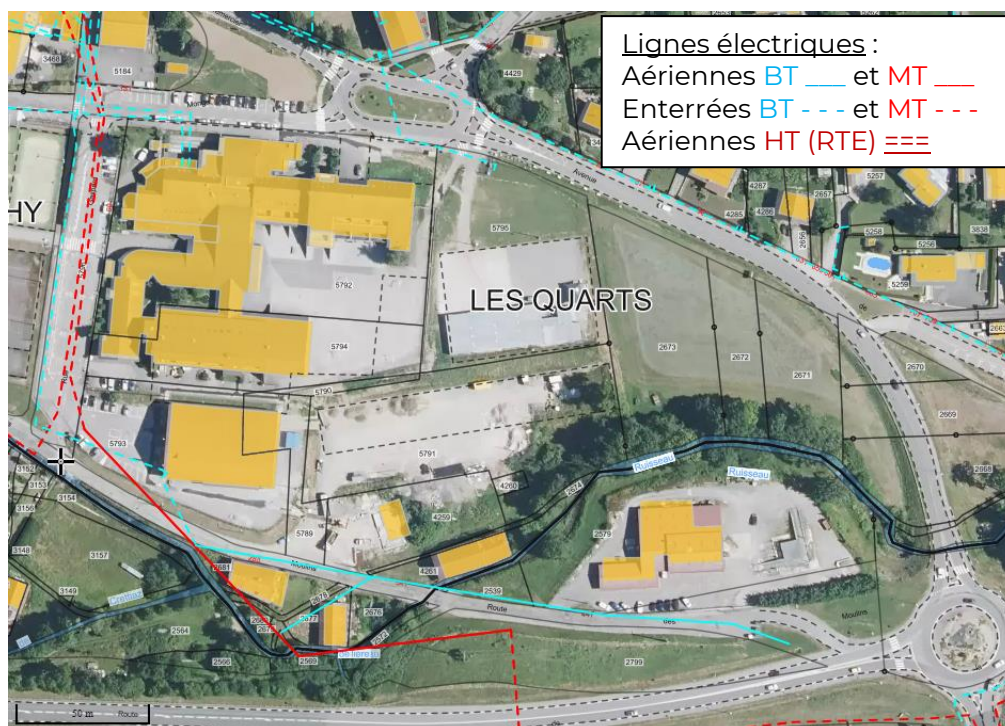


Figure 18: Carte des servitudes (Source : RGD Savoie Mont-Blanc)

Outre la servitude de type PM1 liée au PPRN, aucune autre servitude n'est inventoriée.

5 EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET

Les incidences du projet sur l'environnement concernent principalement :

- L'impact du projet sur la biodiversité existante ;
- L'impact sur la préservation des zones humides référencées et la qualité des eaux superficielles, liés aux rejets d'eaux pluviales au milieu naturel (ruisseau d'Hisson, affluent du Risse – Bassin versant du Giffre et de l'Arve).

5.1 Incidence du projet sur la biodiversité

Trame verte et bleue du SRADET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) pour la région Auvergne-Rhône-Alpes

Le projet se situant **dans des espaces perméables et de relais surfaciques de la trame verte et bleue du SRADET**, il peut constituer un obstacle aux déplacements et aux modes de vie de la faune locale, ainsi qu'un frein au développement de la flore locale.

Incidence du projet sur la biodiversité :

De manière générale, le projet peut avoir une incidence sur :

- **Des zones d'habitats naturels à préserver** : suppression ou réduction de zones humides, de ripisylves, ou de terres agricoles, déboisement, défrichement, artificialisation du sol
- **Des espèces protégées** : En cas de risque avéré pour des espèces protégées (destruction de zones d'habitat, de nourrissage ou de reproduction), une demande d'autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée doit être faite auprès de l'autorité compétente, au motif de la « raison impérieuse d'intérêt public majeur » du projet.

En première approche, suite à la réalisation d'un premier inventaire floristique et faunistique au printemps 2024, les enjeux du projet sur la biodiversité peuvent être considérés comme :

Faible vis-à-vis des habitats, du fait de la forte anthropisation du site,

Faible vis-à-vis de la flore, le site ne faisant pas l'objet d'une protection réglementaire particulière et l'inventaire floristique ne révélant aucune présence d'espèce protégée et/ou menacée.

Les enjeux sur la faune seront évalués à l'issue d'inventaires complémentaires à réaliser en juillet et août 2024.

5.2 Incidence du projet sur la qualité des eaux superficielles

Afin de limiter l'impact des rejets d'eaux pluviales, des dispositifs de gestion des eaux pluviales à la source, par rétention-infiltration ou rétention avec rejet à débit régulé au milieu extérieur seront mis en place.

Leur conception et leur dimensionnement dépendent de la nature des différentes surfaces interceptées du futur projet.

Ces surfaces seront déterminées ultérieurement dans le cadre de la réalisation du dossier de déclaration (étude d'incidences), réalisé par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours (Marché Global de Performance Energétique).

Le dossier de déclaration permettra également de définir quels sont les flux admissibles au sens de la Disposition a-02 du SDAGE.

6.1 SDAGE RMC 2022-2027

Les objectifs visés sont les suivants :

- ## 6.2 SAGE ARVE

Le cours d'eau récepteur des eaux de ruissellement du projet ; Le Risse, situé sur le bassin versant de l'Arve, est régie par le SAGE de l'ARVE.

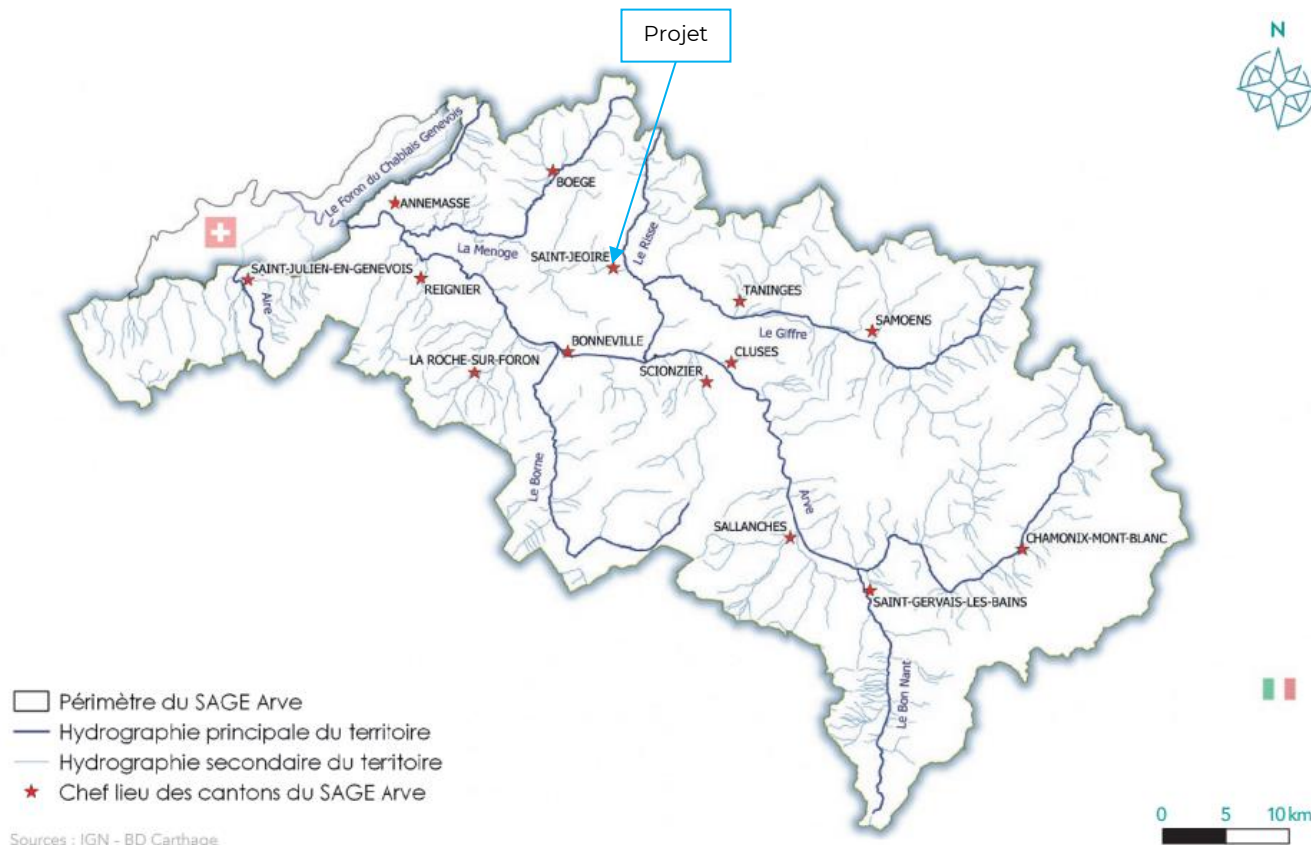


Figure 19 : PERIMETRE DU SAGE ARVE (extrait du SAGE Arve - Atlas)

Le SAGE de l'Arve a été approuvé par arrêté préfectoral le 23 juin 2018.

Le SAGE a pour rôle de définir des priorités, des objectifs ainsi que des actions, permettant d'aboutir à un partage équilibré de l'eau entre usages et milieux, conforme avec les objectifs généraux du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.

Sur le territoire de l'Arve les masses d'eau spécifiquement visées par le programme de mesures (PDM) du SDAGE sont l'Arve, le Ternier, l'Aire et la Folle, la Menoge. L'orientation fondamentale n°5B (« Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ») pointe sur le territoire du SAGE le bassin-versant de la Menoge comme un milieu fragile vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation. .

Dans ce contexte, le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) du SAGE identifie les principaux enjeux à relever et propose pour chacun d'eux un certain nombre de dispositions spécifiques permettant d'y répondre.

Dans le cas du présent projet, les principaux enjeux et dispositions concernés sont les suivants :

- ⇒ **Enjeux qualité** (Disposition QUALI-3) : Assurer une bonne qualité des eaux du périmètre en maîtrisant les rejets de polluants organiques et de substances dangereuses issus notamment de l'assainissement, des activités économiques, des sites et sols pollués et des réseaux d'eaux pluviales.
- ⇒ **Enjeux nappes stratégiques pour l'AEP** (disposition NAP-6) : Garantir la préservation à long terme des ressources du territoire pour l'eau potable, prioritairement des nappes stratégiques, par une maîtrise des prélèvements, des sources de pollution en surface (eaux pluviales) et des facteurs à risques tels que le développement de la géothermie.
- ⇒ **Enjeux eaux pluviales** (Disposition PLUV-1) : Maîtriser l'augmentation de l'impact des rejets d'eaux pluviales et du ruissellement sur les risques d'inondation, sur les petits cours d'eau et sur la qualité des eaux en améliorant la gestion des eaux pluviales.

6.3 Conclusion

Le projet, par la limitation de l'imperméabilisation nouvelle des sols et par la mise en place de dispositifs de gestion des eaux pluviales à la parcelle et de recyclage d'une partie des eaux de toitures, permettant :

- ✓ de réduire les volumes des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel,
- ✓ de maîtriser les débits de fuite,
- ✓ de limiter ainsi le risque de pollution,

semble en tous points compatible avec le SDAGE RMC 2022-2027 et le SAGE de l'ARVE.

7 MESURES CORRECTIVES OU COMPENSATOIRES PREVUES

7.1 Objectifs environnementaux

Convaincu de l'importance de la maîtrise des impacts environnementaux imputables aux bâtiments, le Conseil Départemental de la Haute-Savoie a décidé de mettre en place une démarche environnementale sur ses projets, calquée sur la démarche « E.R.C » : Eviter - Réduire - Compenser

Ainsi, un référentiel environnemental basé sur le référentiel HQE et ses 14 cibles a été élaboré par le Département et constitue une pièce particulière du dossier de consultation des maîtres d'œuvre.

Sur le plan énergétique, le projet vise à répondre aux objectifs environnementaux fixés par la norme RE2020 et à respecter les seuils ambitieux applicables à partir de 2028.

La recherche d'utilisation des énergies renouvelables comme la géothermie est systématiquement étudiée.

De même, un potentiel maximum d'implantation d'une installation de puissance photovoltaïque est recherché.

L'implantation des nouveaux bâtiments correspondra à une implantation bioclimatique sur la parcelle afin de favoriser au maximum les apports solaires gratuits qui sont nécessaires à l'atteinte de l'exigence du niveau de performance énergétique souhaitée.

Dans le cadre de l'implantation du projet, la réduction de son incidence sur la biodiversité existante avant-projet est recherchée.

La gestion des eaux est également un axe majeur dans la conception du projet et comprend les aménagements suivants :

- Le raccordement au dispositif d'assainissement collectif communal pour le traitement des eaux usées ;
- La limitation de l'imperméabilisation des sols par la mise en place de revêtements perméables permettant l'infiltration des eaux de ruissellement ;
- La gestion des eaux pluviales à la parcelle, avec recyclage d'une partie des eaux de toitures.:

L'utilisation de matériaux perméables ou semi-perméables sera privilégiée pour la cour du nouveau collège, les stationnements et les voies de circulation et de cheminements piétons.

Le projet respectera les réglementations inhérentes à toutes les activités accueillies .

7.2 Limitation de l'impact du projet sur la biodiversité

Mesures d'accompagnement envisagées :

- Les parcelles n° 2671, 2672 et 2673 situées à l'Est du site d'implantation du projet (identifiées comme prairies permanentes par le registre parcellaire graphique) sont classées en partie en zone naturelle N par le PLU. **Le secteur classé en zone naturelle par le PLU, correspondant à la ripisylve du ruisseau le Hisson, sera conservé sans modification.**
- Dans le respect des prescriptions du PLU, **20% minimum du tènement sera réalisé en espaces verts**, dont au minimum la moitié d'un seul tenant, et à usage collectif. Ces espaces seront organisés de façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès.
- **Après démolition du gymnase et des bâtiments existants, une surface d'environ 6100 m² sera laissée libre de toute construction et végétalisée en prairie naturelle**, avant d'être restituée à la commune. Les projets de la commune à court et moyen terme concernant cet espace n'ont pas été établis à ce jour.
- Conservation dans la mesure du possible des zones de transit, d'habitat de repos et de nourrissage pour la faune dans l'enceinte du projet par des aménagements paysagers permettant de maintenir une végétalisation en 3 strates (arborée, arbustive et herbacée) et privilégiant les espèces locales,
- Limitation des barrières artificielles de type clôtures, en les adaptant au passage de certaines espèces (hauteur libre de 20 cm laissée en bas de clôture afin de permettre le passage de la petite faune),
- Mise en place d'ouvrages de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert (type noues végétalisées, jardins de pluie, fossés drainant,..), permettant le passage des certaines espèces (amphibiens) et le développement de la biodiversité,
- Mise en place dans les espaces verts de nichoirs à insectes et de structures adaptées au développement de la faune locale, permettant de développer des projets pédagogiques sur la thématique de la biodiversité.

7.3 Limitation de l'Impact des flux polluants sur le milieu récepteur : Traitement des eaux usées.

L'assainissement collectif est régi par l'arrêté du 21 juillet 2015, qui fixe, en fonction des capacités de traitement, des performances minimales à atteindre (obligation de résultats). La priorité est donnée au rejet dans les eaux superficielles.

Selon le zonage d'assainissement en vigueur, les parcelles concernées se situent en zone d'assainissement collectif.

Le site d'implantation du projet est desservi par le réseau collectif de collecte des eaux usées qui passe en limite sud du tènement du projet.

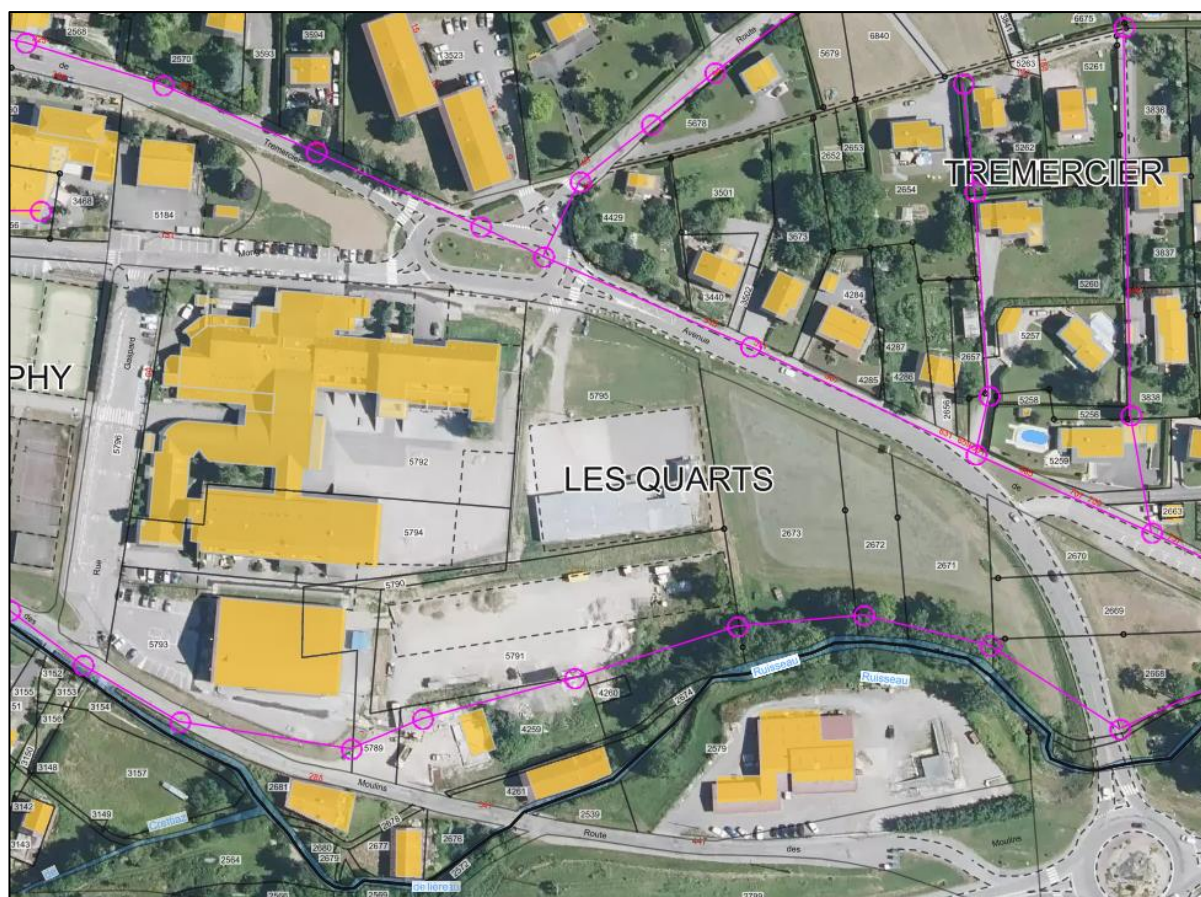


Figure 20 : Schéma du réseau d'assainissement collectif (---) desservant le collège existant

La collecte et traitement des eaux usées du projet seront assurés par le dispositif d'assainissement collectif existant, sous réserve :

- De la délivrance d'une autorisation de raccordement par le gestionnaire du système d'assainissement communal, après vérification de la capacité du dispositif de traitement existant à traiter le flux de pollution engendré par le projet (*),
- Du respect des prescriptions particulières du règlement d'assainissement de la collectivité, pour la réalisation du branchement au réseau public EU.

(*) La capacité du nouveau collège (26 divisions) étant moindre que celle du collège existant (30 divisions), le flux polluant du nouveau collège devrait se maintenir au niveau de l'existant et ne pas apporter de charge supplémentaire significative.

7.4 Limitation de l'impact de l'écoulement des eaux de ruissellement : Gestion des eaux pluviales

7.4.1 Généralités

La gestion des eaux pluviales à la parcelle doit être maîtrisée et faire l'objet d'aménagements adaptés.

Dans ce cadre, la désimperméabilisation de tout ou partie des espaces extérieurs réaménagés ou créés a été prise en compte, ainsi que la possibilité de stocker les eaux de ruissellement issues des toitures pour recyclage.

La gestion des eaux pluviales prend en compte la totalité des surfaces constituant le projet (toitures des bâtiments et espaces extérieurs (parvis, cours, stationnements, voiries, accès, espaces verts...), augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.

Les eaux de ruissellement (toitures et plateformes extérieures) seront collectées par un réseau de type séparatif à poser et dirigées vers des ouvrages spécifiques permettant de stocker temporairement les volumes de ruissellement, dans le but :

- Soit de les infiltrer dans le sol (solution à privilégier si les caractéristiques du sol le permettent),
- Soit de les tamponner et de les évacuer à débit limité ou régulé vers l'exutoire existant (milieu naturel).

La conception et le dimensionnement des ouvrages seront réalisés en phase APS et APD par le maître d'œuvre lauréat du marché et devront être justifiés par la réalisation d'une étude spécifique, qui sera soumise à l'avis de l'autorité compétente, dans le cadre de l'instruction du dossier de permis de construire ou d'aménager.

Dans tous les cas, les caractéristiques des ouvrages projetés devront respecter les prescriptions du PLU en vigueur et de ses annexes sanitaires (Zonage d'assainissement pluvial).

7.4.2 Bases de dimensionnement : Surfaces interceptées du projet

Les surfaces interceptées du projet ont été déterminées sur la base des plans d'esquisse fournis par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours (Marché Global de Performance Energétique) :

Tènement du projet :	23 049 m ²
Surface perméables :	13 044 m ²
Surfaces imperméables :	10 005 m ²
Coefficient d'imperméabilisation du site :	0.61

Ces surfaces seront à confirmer par le maître d'œuvre lors des études préliminaires (APS ; APD,...).

La cour du nouveau collège sera désimperméabilisée à 100% par la mise en place de revêtements perméables de type béton poreux et la création d'ilots arborés et végétalisés. Les places de stationnement seront végétalisées et les voies douces revêtues d'un enrobé drainant perméable.

7.4.3 Mode de gestion des eaux pluviales

L'étude géotechnique de type G1 réalisée a montré que le sol naturel en place présente une faible perméabilité ($K \sim 1 \cdot 10^{-5}$ m/s), ce qui implique que la gestion des eaux pluviales à la parcelle par infiltration n'est pas envisageable pour les pluies de fortes intensité.

La désimperméabilisation de certains espaces extérieurs (cour, stationnements, voies douces, chemin d'accès aux bâtiments...) est envisagée et s'accompagne de la mise en place d'une couche de forme drainante sous les revêtements poreux de surface et de la pose d'un réseau de drainage raccordé aux futurs ouvrages de rétention-régulation des eaux pluviales. Cela permettra de gérer à la parcelle les pluies de faibles intensité (par évapotranspiration et infiltration lente dans le sol à l'interface avec les matériaux drainants), tout en limitant la taille des ouvrages de rétention à concevoir.

Pour la gestion future des eaux pluviales à la parcelle, on s'orientera donc à priori vers des dispositifs de rétention / régulation, avec rejet à débit limité ou régulé vers le milieu naturel superficiel.

Gestion des eaux de ruissellement des stationnements et voiries : ces eaux seront collectées et envoyées vers les dispositifs de rétention-régulation des eaux pluviales, permettant la décantation des matières particulières. Les retours d'expérience ont en effet montré que les ouvrages compacts de type débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures peuvent être utiles pour le traitement de certaines pollutions spécifiques concentrées, mais qu'ils sont inadaptés et inefficaces pour le prétraitement des eaux de ruissellement issues des zones de stationnement de véhicules légers, généralement peu polluées. Ils présentent même, en cas d'entretien insuffisant, des risques de relargages particulièrement dommageables pour les milieux récepteurs.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales proposés en phase d'esquisse par le maître d'œuvre sont constitués de noues paysagères et d'ouvrages de rétention enterrés, permettant le stockage et le rejet à débit limité vers l'exutoire naturel existant (cours d'eau).

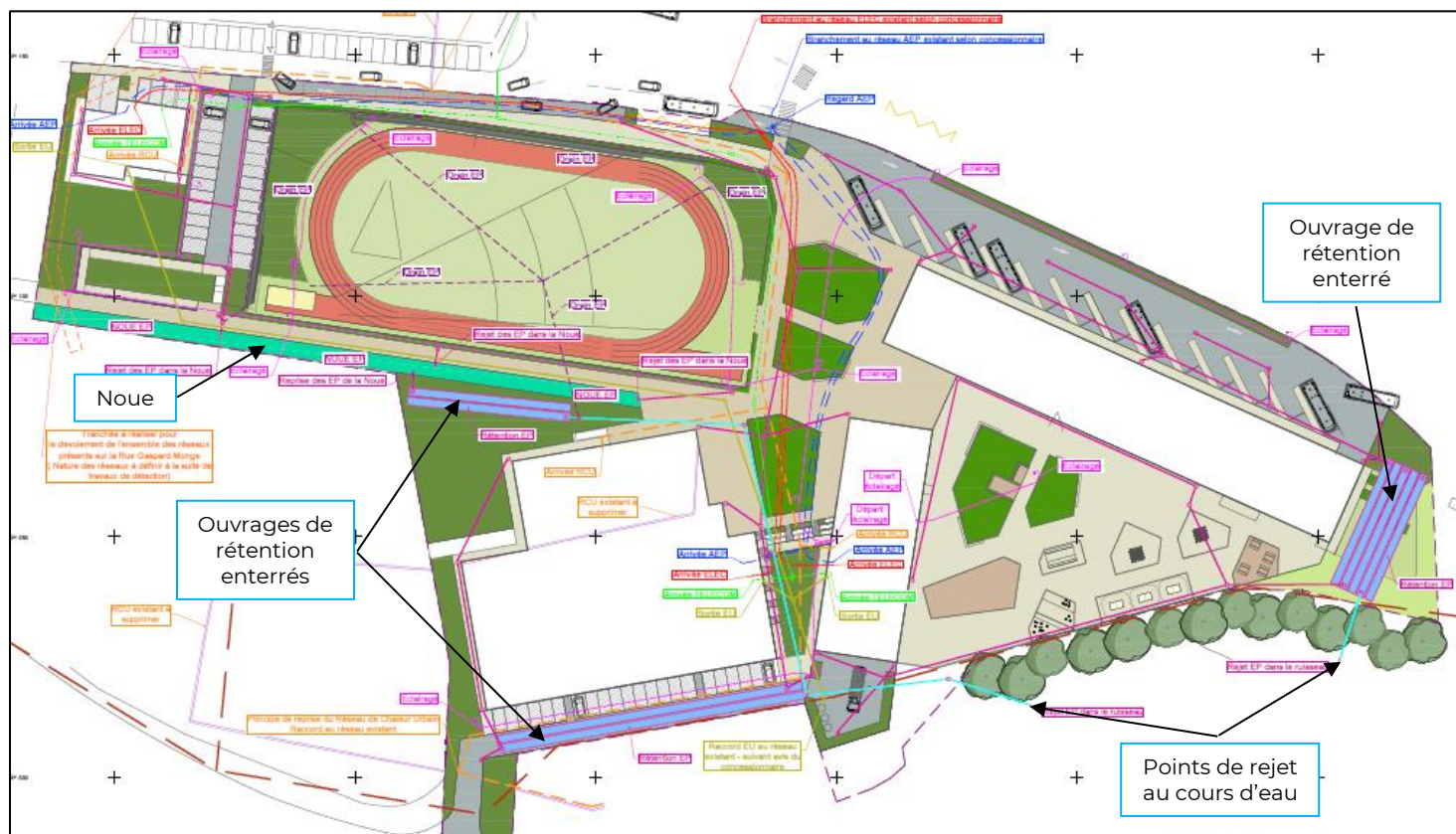


Figure 21 : Schéma de gestion des eaux pluviales envisagé (Plan VRD – Phase APS)

7.4.4 Recyclage des eaux pluviales

Le Décret n°2023-835 du 29 août 2023, interdit l'utilisation d'eaux de pluie recyclée à l'intérieur des établissements recevant du public notamment pour l'alimentation des chasses d'eau des sanitaires.

Cependant dans un souci d'économie et de la gestion de la ressource, une partie des eaux pluviales de toitures sera collectée séparément, filtrée et stockée en vue d'un recyclage pour arrosage des espaces verts ou lavages extérieurs.

Ces aménagements comprendront :

- La mise en place d'une cuve récupération des eaux pluviales des toitures, , équipée d'un dispositif de pompage. Cette cuve comprendra un trop-plein dirigé vers le dispositif de gestion des eaux pluviales, Cette cuve sera également équipée d'un système automatique d'appoint en eau potable alimenté par le réseau public de distribution. La sortie du réseau d'appoint en eau potable sera conçue pour éviter tout risque de contamination par l'eau pluviale recyclée, conformément à la réglementation en vigueur.
- Un circuit de distribution permettant de desservir les différents points d'arrosage nécessaires..

7.5 Autres mesures

7.5.1 Choix des matériaux

La mise en œuvre de matériaux à faible contenu carbone, et principalement des matériaux biosourcés est systématiquement recherchée.

Les extensions et constructions du projet utilisent massivement du bois d'œuvre, avec a minima un volume de bois de 150dm³/m² SDP d'origine française et locale, de préférence.

Une certification PEFC ou FSC est obligatoire.

Les peintures retenues sont choisies de manière à limiter les impacts sanitaires et environnementaux. Une utilisation exclusive de peinture en phase aqueuse exempte de solvants organiques est imposée. Les peintures appliquées sur les surfaces courantes doivent être « sans COV », de préférence des peintures minérales ; les peintures « techniques » (antirouille, peinture de sol), les lasures ou vernis, ainsi que les couches d'apprêt doivent contenir moins de 10 g/L de COV.

7.5.2 Sources lumineuses

Eclairage naturel :

L'ambiance lumineuse produite par l'éclairage naturel a un rôle physiologique, psychologique, esthétique et symbolique. Elle permettra aux usagers de rester en contact physique avec l'extérieur.

Les locaux dans lesquels se dérouleront des activités prolongées sont pourvus de fenêtres à la hauteur des yeux, avec vue sur l'extérieur. Des vitres coupe-feu 1/2 heure seront prévues pour les locaux attenants à des pièces à risque.

Les espaces de circulation sont aussi des espaces de communication et de détente. Il convient de prévoir leur éclairage naturel, autant par souci d'économie d'exploitation que pour la qualité de leur usage.

L'éclairage naturel sera recherché au maximum.

Eclairage artificiel :

L'éclairage des locaux sera réalisé par des luminaires économes en énergie (led par exemple) et graduables selon la lumière naturelle.

Pour limiter les consommations, les éclairagements réglementaires pourront être limités aux zones concernés (suivant position du poste de travail par exemple). Pour les grandes surfaces, des éclairages par zone sont définis.

Les liaisons extérieures pourront bénéficier d'un éclairage par balisage en raison des conditions météorologiques, notamment liées au brouillard.

Eclairage extérieur :

L'éclairage extérieur des zones de stationnements et zones de circulation routière et piétonne n'est pas prévu dans le projet.

Un éclairage extérieur sera prévu sur les points suivants :

- Gare routière,
- Entrée des parties publics, administratives et des locaux de vie,

La gestion énergétique sera réalisée par horloge et interrupteurs crépusculaires ou détecteurs de présence et horloge, afin de limiter au maximum la durée de fonctionnement..

7.5.3 Acoustique

Le projet doit bien entendu respecter la réglementation en vigueur. Les valeurs acoustiques seront déterminées à partir des relevés de bruit in situ. Par défaut, on considérera cependant que les niveaux de bruit résiduels ambiants sont les suivants :

Locaux	Valeurs
Isolement des parois horizontales (impact)	67 dB(A)
Niveau de pression acoustique dans les locaux de réception	38 dB(A) en continu 43 dB(A) sans intermittent
Isolement entre deux bureaux	42 dB(A)
Isolement entre circulation horizontale et bureaux	28 dB(A)
Isolement entre circulation verticale et bureaux	44 dB(A)
Isolement renforcé : <ul style="list-style-type: none">- entre locaux- entre local et circulation	52 dB(A) 40 dB(A)
Niveau résiduel de bruits par rapport aux apports intérieurs et extérieurs	30 et 35 dB(A)
Niveau résiduel de bruits des installations de ventilation (hors extraction spécifiques ; forge, aspiration localisée...)	Max. 35 dB(A)
Locaux	Temps de réverbération
- Salle d'un volume inférieur à 250 m ³	0.4 s < Tr < 0.8 s
- Salle d'un volume supérieur ou égal à 250 m ³	0.8 s < Tr < 1,20 s

Les conditions d'abaissement phonique de chaque espace devront être adaptées en fonction des activités se déroulant dans les espaces mitoyens. Les menuiseries éviteront les ponts phoniques sur l'ensemble des façades.

7.5.4 Gestion de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre

7.5.4.1 Conception d'un bâtiment à faible consommation énergétique

Le bâtiment est conçu sous une approche passive visant à obtenir intrinsèquement la plus faible consommation d'énergie possible et à limiter les rejets atmosphériques liés au chauffage.

Le projet vise à répondre aux objectifs environnementaux fixés par la norme RE2020 et à respecter les seuils ambitieux applicables à partir de 2028.

Ces seuils dépendent des usages considérés (bureau, logement, etc.) et correspondent aux exigences suivantes :

- un niveau RE2020 -15% pour les indicateurs d'énergie Bbio, Cep Nr, Cep et seuil 2028 visé sur la partie carbone ICénergie,
- aux seuils carbone 2028 de la RE2020,
- à des besoins pour le chauffage $< 15 \text{ KWh/m}^2/\text{an}$,

Les locaux dont la consigne est en dessous de 12°C ne sont pas pris en compte dans le cadre de la RE2020 (ex : local stockage, garage, etc.).

L'objectif énergétique du projet est ambitieux : le besoin de chauffage annuel devra être inférieur à $15 \text{ kWh/m}^2/\text{an}$. Ce besoin cible traduit les performances d'un bâtiment dit passif.

Dès la conception, les moyens mis en œuvre pour atteindre ce niveau seront choisis en conséquence :

- L'architecture globale et l'enveloppe devront être pensées afin de limiter les déperditions par ponts thermiques (ex : isolation par l'extérieur à privilégier, peu de décroché, retour systématique de l'isolant, rupteurs de ponts thermiques, etc.)
- Les menuiseries seront choisies afin de limiter les déperditions et favoriser le gain calorifique des apports solaires, les menuiseries en triple vitrage sont recommandées
- Des protections solaires par l'extérieur type BSO sont recommandées pour éviter les éblouissements tout en favorisant les apports solaires en hiver
- La ventilation double flux avec récupération de chaleur est à privilégier dans les pièces hors pollution spécifique avec un rendement à minima de 80%
- Les éclairages artificiels à faible consommation avec graduation sont à privilégier
- L'indice de perméabilité à l'air utilisé sera le n50 et sa valeur devra être inférieure à 0.6vol/h.

Le concepteur réalisera ses études, depuis l'esquisse jusqu'à la phase PRO, à l'aide de simulations thermiques dynamiques (STD) et RE2020 afin d'optimiser l'efficacité énergétique du bâtiment concerné par le projet. Les STD permettront en outre de vérifier l'atteinte de l'objectif énergétique dans des conditions proches de la réalité et de s'assurer du confort d'usage.

L'utilisation de la climatisation est proscrite dans le cadre de ce projet.

7.5.4.2 Energie grise

L'ouvrage vise un niveau de performance élevé en termes de limitation d'Energie Grise¹. La localisation du site amène notamment à se questionner à chaque étape du projet sur la nécessité de transport de nouveaux produits et d'alternatives possibles (réemploi, fournisseur local, etc.).

¹ L'énergie grise regroupe toutes les énergies dépensées et consommées pour créer un produit, l'emballer, le transporter vers les sites de distribution, le stocker, le distribuer, le vendre, l'utiliser, l'entretenir, puis le recycler lorsqu'il est en fin de vie. Toutes ces étapes utilisent une énergie invisible appelée énergie grise.

Le recours aux composants issus de filières courtes sera privilégié, l'usage de la pierre sera notamment issu de filières locales :

- Recours à un seuil minimum de composants assemblés "localement", moins de 180km ou dans la région administrative du chantier : >15% du coût d'achat,
- Recours à un (des) composants issu(s) de filière locale (<180km) de production ou une filière de valorisation/réemploi : au moins 3 composants issus à minima de 2 lots différents.

7.5.5 Gestion des déchets

Les déchets produits sur le site s'apparentent essentiellement à des ordures ménagères.

L'objectif est de limiter au maximum la production de déchets par la mise en place :

- De containers différenciés disposés en extérieurs et dans les locaux permettant un tri à la source des déchets ;
- D'une collecte séparée des déchets végétaux liés à l'entretien des espaces végétalisés.

La gestion des déchets sera réalisée selon les préconisations du service de collecte et des déchets de la collectivité. Les déchets verts seront traités séparément par l'opérateur chargé de l'entretien des espaces verts.

En phase de chantier, une charte de chantier faible nuisance sera rédigée et mise en place rappelant les règles de vie (nuisance et pollution), de tri et de valorisation des déchets durant la phase de chantier. Une formation aux entreprises pourra être envisagée pour les accompagner.

Un objectif de valorisation de 50% des déchets du chantier est recherché et la traçabilité des déchets produits est attendue, conformément aux exigences réglementaires.

En exploitation, les déchets sont principalement issus de la production pour la demi-pension. Comme le prévoit la réglementation en matière de gaspillage alimentaire, un suivi de la production de déchets sera réalisé grâce à un système de pesée au niveau de la ligne de dérochage.

8 MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

8.1 Moyens de surveillance : Opérations d'entretien et de nettoyage / Contrôles par des organismes extérieurs habilités (SPANC)

8.1.1 Surveillance

Régulation - GTC - Instrumentation

Tous les équipements qui agissent sur la gestion climatique du bâtiment seront pilotés par une gestion technique centralisée consultable et pilotable à distance par la société d'exploitation et les services du Département en charge de la maintenance. Cet automate assurera notamment la régulation du chauffage et de la ventilation.

Le système intégrera également une gestion technique de l'énergie comprenant des relevés de température et de consommations d'énergie et de consommation d'eau.

Des visites mensuelles régulières en interne du fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales seront prévues.

Pour la gestion des eaux pluviales, les éventuels dépôts en fond des ouvrages ou l'engorgement éventuel des regards de visite et canalisations seront à surveiller.

8.1.2 Entretien et maintenance

Le projet fera l'objet d'un choix de conception abordée sur la base d'une analyse en coût global, intégrant les coûts de fonctionnement et le cycle de vie des bâtiments et installations simples et pérennes.

Les équipements techniques seront clairement étiquetés afin de faciliter leur maintenance et leur entretien.

Le suivi des performances après la réception du bâtiment sera réalisé par la maîtrise d'œuvre pendant 24 mois afin de garantir le niveau de consommation souhaitée. Ce suivi au plus près des consommations concernera les consommations d'eau, de chauffage, de rafraîchissement (local informatique) et d'électricité par usage.

Concernant l'assainissement des eaux usées, les opérations de curage et d'enlèvement des matières grasses issues du prétraitement des rejets du réfectoire seront effectuées par un hydrocureur agréé et seront gérées par le Service Maintenance du Département, conformément aux prescriptions du règlement d'assainissement communal.

Pour la gestion des eaux pluviales les opérations d'entretien et de maintenance consisteront principalement :

- à l'entretien des espaces végétalisés (tontes, taille des arbres et des végétaux, enlèvement des feuilles à l'automne, entretien du paillage...),
- à des opérations ponctuelles et régulières de vérification et de nettoyage des ouvrages hydrauliques de rétention et de leurs équipements

8.1.3 Contrôles par des organismes extérieurs

Les équipements concernés feront l'objet de contrôles réguliers et inopinés de la part d'organismes extérieurs, dans le respect de la réglementation en vigueur.

8.2 Moyens d'intervention en cas d'accident

Ce point concerne principalement le risque de pollutions des eaux de ruissellement en cas de déversement accidentel de produits polluant ou d'incendie.

Par précaution, les canalisations de rejet ou de trop-plein des dispositifs de gestion des eaux pluviales (bassin d'infiltration ou bassin de régulation) seront équipées de dispositifs d'isolement (vannes ou batardeaux) permettant de stocker temporairement les effluents potentiellement pollués dans les ouvrages.